

REPUBLIQUE DU BENIN

Fraternité-Justice-Travail

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 2014-006 DU 10 JANVIER 2014

portant transmission à l'Assemblée Nationale pour autorisation de ratification, de l'Accord de financement signé à Rome le 15 juillet 2013 entre la République du Bénin et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) dans le cadre du financement partiel du Projet d'Appui à la Promotion de Services Financiers Ruraux Adaptés (PAPSFRA).

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu** la Loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- Vu** la proclamation, le 29 mars 2011, par la Cour Constitutionnelle des résultats définitifs des élections présidentielles du 13 mars 2011 ;
- Vu** le décret n° 2013-457 du 08 octobre 2013 portant composition du Gouvernement ;
- Vu** le décret n° 2012-428 du 06 novembre 2012 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Vu** l'Accord de financement signé le 15 juillet 2013 entre la République du Bénin et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) dans le cadre du financement partiel du Projet d'Appui à la Promotion de Services Financiers Ruraux Adaptés (PAPSFRA).
- Vu** Le décret n° 2014-002 du 10 janvier 2014 Chargeant Monsieur François Adebayo ABIOLA, Ministre d'Etat Chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique de l'Intérim du Président de la République pour compter du 10 janvier 2014.
- Sur** proposition du Ministre de l'Economie et des Finances ;
- Le** Conseil des Ministres entendu en sa séance extraordinaire du 10 janvier 2014 ;

DECRETE :

L'Accord de financement signé avec le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) sera présenté à l'Assemblée Nationale pour autorisation de ratification par le Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, le Ministre du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective, le Ministre Chargé de la Microfinance, de l'Emploi des Jeunes et des Femmes et le Ministre Chargé des Relations avec les Institutions qui sont individuellement ou conjointement chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion. ✓

cb

EXPOSE DES MOTIFS

**Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
Mesdames et Messieurs les Députés,**

I. HISTORIQUE DU PROJET

Au Bénin, l'accès aux services financiers adaptés constitue l'une des principales entraves structurelles au développement rural et agricole des petites et moyennes exploitations, des entreprises agricoles et para agricoles. Ceci est dû, d'une part, à l'inadéquation entre l'offre des produits et services financiers et les besoins et d'autre part, à l'inadaptation des ressources des institutions de microfinance, aux activités à financer.

Les banques, en dépit de leur surliquidité, sont très réticentes au financement de l'agriculture.

Quant aux Associations des Services Financiers (ASF), Institutions Financières Décentralisées (IFD) créées au Bénin grâce aux interventions du FIDA, elles offrent des services financiers de proximité aux populations rurales ignorées par le système financier classique. Elles ont fait l'objet d'une croissance rapide et remarquable au fil des années en termes de caisse et de volume d'activités grâce à l'encadrement du Programme d'Appui au Développement Rural (PADER).

Malgré l'avantage comparatif de l'offre des services de proximité, le financement agricole ne représente qu'une faible proportion du portefeuille de leur prêt (environ 2% du portefeuille des prêts aux IFD). L'accroissement de la part du financement agricole est en partie limité par le défaut de ressources à long terme qui correspondraient mieux aux besoins des investissements agricoles et par la faible performance des ASF et/ou des Services Financières Décentralisées (SFD) exerçant en milieu rural.

Au demeurant, le développement de services financiers adaptés nécessite des demandes bancables (de préférence intégrées dans les filières), un renforcement de capacité selon les besoins, un cadre législatif adéquat, de l'expertise et des ressources. La ratification de la nouvelle réglementation régissant les IFD, donne au FIDA l'opportunité d'accompagner la transformation des ASF en une institution de microfinance viable et durable opérant selon les normes de l'industrie avec des agences et points de services en conformité avec la loi. C'est dans cette optique que le Projet d'Appui à la Promotion de Services Financiers Ruraux Adaptés (PAPSFRA) a été conçu dans le cadre du nouveau Programme de partenariat stratégique entre le Bénin et le FIDA pour la période 2011-2015.

Le PAPSFRA contribuera à l'atteinte des objectifs de l'axe 1 de la troisième Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRPIII), de l'axe stratégique n°4 du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) et s'inscrit dans le cadre de la Stratégie Nationale de la Microfinance et du Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole.

Le PAPSFRA est complémentaire au Programme d'Appui à la Croissance Economique et Rurale (PACER) qui appuie le développement des filières en intervenant dans 59 communes dont 22 constituent une zone de concentration. Il cible directement les ASF et autres institutions financières

partenaires capables d'offrir des services financiers adaptés aux acteurs impliqués dans l'approvisionnement, la production, la transformation et la commercialisation d'une des quatre (04) filières prioritaires du PACER à savoir le riz, l'ananas, le manioc et le maraîchage. Il encouragera les IFD partenaires à cibler prioritairement les acteurs des filières "riz" et "ananas" plus susceptibles d'être organisées.

II. PRESENTATION DU PROJET

A. OBJECTIFS DU PROJET

Projet d'Appui à la Promotion de Services Financiers Ruraux Adaptés (PAPSFRA) a pour objectifs :

- i) d'offrir des services financiers adaptés aux acteurs impliqués dans l'approvisionnement, la production, la transformation et la commercialisation d'une des quatre (04) filières prioritaires du PACER à savoir le riz, l'ananas, le manioc et le maraîchage, et
- ii) d'encourager les IFD partenaires à cibler prioritairement les acteurs des filières "riz" et "ananas" plus susceptibles d'être organisées.

B. COMPOSANTES DU PROJET

Le projet comprend trois (03) composantes que sont :

Composante 1 : Institutionnalisation et professionnalisation des ASF

Cette composante vise à transformer les ASF actuelles, selon la nouvelle réglementation, en une seule institution de microfinance viable, opérant selon les normes de la profession, crédible auprès des partenaires et offrant des services financiers adaptés à ses clients.

Composante 2 : Renforcement des institutions et des partenariats stratégiques

Cette composante a pour objectif de favoriser la création d'un environnement propice à l'échange entre les institutions financières et à la mobilisation de ressources au profit des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) pour mieux servir le monde rural, les activités à mener dans ce cadre sont les suivantes :

- a) mise en place d'une base pour des partenariats durables ;
- b) amélioration du système d'information et de gestion des IFD partenaires et
- c) mobilisation de ressources pour les SFD.

Composante 3 : Développement de produits et services financiers ruraux adaptés

Il s'agira de développer des produits et services financiers adaptés aux besoins des petits producteurs, des petites et moyennes entreprises agricoles et para-agricoles intervenant dans la chaîne des valeurs des filières retenues par le projet.

Composante 4 : Coordination et Gestion des savoirs

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) assure, avec diligence et efficacité, la coordination générale du projet. Un Comité de Suivi (CS), spécifique pour le projet et

constituant un sous-comité du Comité National de Pilotage (CNP) du Programme cadre sera créé pour l'appui à la mise en œuvre du projet. Aussi importe-t-il de signaler qu'il a été examiné et retenu la nécessité de la création d'un Comité de Supervision sous la présidence du Ministère Chargé du Développement et regroupant outre les Ministères chargés de la Microfinance et de l'Agriculture, le Ministère de l'Economie et des Finances pour une meilleure coordination du projet.

III. COÛT ET SOURCES DE FINANCEMENT

Le coût total du Projet d'Appui à la Promotion de Services Financiers Ruraux Adaptés (PAPSFRA) est de **35,2 millions de dollars des Etats Unis** équivalant à environ **17,6 milliards de FCFA** au taux de change indicatif de 1\$=500 FCFA.

Le montant total du financement attendu du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) dans le cadre de la mise en œuvre du projet est estimé à **30,6 millions de dollars des Etats Unis** équivalant à environ **15,3 milliards de FCFA**, soit **87%** du coût total du projet dont **27 millions de dollars des Etats Unis** équivalant à environ **13,5 milliards de FCFA** sont inscrits dans le cycle précédent (portefeuille 2007-2012) du FIDA et le solde, soit **3,6 millions de dollars des Etats Unis** équivalant à environ **1,8 milliard de FCFA** sera inscrit dans le prochain cycle 2013-2018.

Le financement du projet est couvert comme suit :

- prêt FIDA : **15,3 millions de dollars des Etats Unis** soit **7,65 milliards de FCFA** environ ;
- don FIDA : **15,3 millions de dollars des Etats Unis** soit **7,65 milliards de FCFA** environ ;
- contrepartie du Bénin : **3,2 millions de dollars des Etats Unis** soit **1,6 milliard de FCFA** environ ;
- participation des institutions financières partenaires : **1,4 million de dollars des Etats Unis** soit **0,7 milliard de FCFA** environ.

Le prêt FIDA est consenti aux conditions suivantes :

- montant : **15,3 millions de dollars des Etats Unis** soit **7,65 milliards de FCFA** environ ;
- durée de remboursement : 40 ans dont 10 ans de différé ;
- commission de service : 0,75% l'an sur le montant décaissé et non encore remboursé.

Ces caractéristiques permettent de dégager un **élément don de :61,77%**.

La monnaie de paiement au titre du service de la dette est l'euro. L'exercice financier commence le 1er janvier et prend fin le 31 décembre. Le remboursement du principal et le paiement de la commission de service sont exigibles chaque 15 avril et 15 octobre. L'amortissement s'étendra donc sur la période de 2023 à 2053.

IV. INTERET POUR LE BENIN

Le Projet d'Appui à la Promotion de Services Financiers Ruraux Adaptés (PAPSFRA) présente pour le Bénin des avantages socio-économiques qui consisteront en :

- la réduction de la pauvreté rurale ;
- la consolidation de l'économie nationale par la promotion de filières porteuses de croissance, de compétitivité et de meilleure gouvernance ;

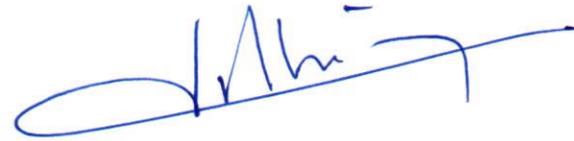
- l'amélioration de l'offre de services financiers adaptés aux besoins de petites et moyennes exploitations agricoles et para-agricoles ;
- l'accompagnement du Bénin dans l'atteinte de sa vision de devenir une puissance agricole dynamique.

L'entrée en vigueur de l'Accord de financement est subordonnée à l'accomplissement des formalités d'autorisation de sa ratification par l'Assemblée Nationale, de ratification par le Chef de l'Etat, de publication au Journal Officiel et d'émission de l'avis juridique de la Cour Suprême.

Eu égard à ce qui précède et afin d'accélérer les formalités d'entrée en vigueur de l'accord de prêt, nous avons l'honneur, Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Mesdames et Messieurs les Députés, de soumettre à l'appréciation de votre Auguste Assemblée, le présent accord de prêt en vue d'obtenir l'autorisation de sa ratification.

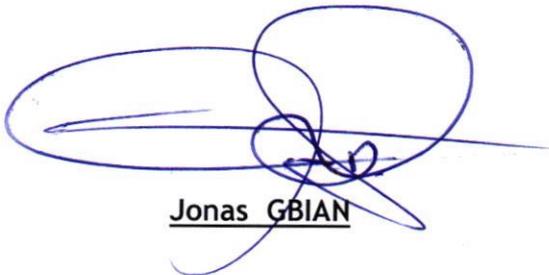
Fait à Cotonou, le 10 janvier 2014

Pour le Président de la République,
 Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement, absent,
 Le Ministre d'Etat Chargé de l'Enseignement
 Supérieur et de la Recherche Scientifique,
 assurant l'intérim,



François Adebayo ABIOLA

Le Ministre de l'Economie et des Finances



Jonas GBIAN

Le Ministre du Développement, de
 l'Analyse Economique et de la Prospective



Marcel A. de SOUZA

le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la
 Pêche,



Fatoumata AMADOU DJIBRIL

Le Ministre Chargé de la Microfinance, de
 l'Emploi des Jeunes et des Femmes



Françoise Abraoua ASSOGBA

Le Ministre Chargé des Relations avec les Institutions



Bio Toro OROU GUIWA

REPUBLIQUE DU BENIN

Fraternité-Justice-Travail

ASSEMBLEE NATIONALE

LOI n° / 2013

portant autorisation de ratification, de l'Accord de financement signé à Rome le 15 juillet 2013 entre la République du Bénin et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) dans le cadre du financement partiel du Projet d'Appui à la Promotion de Services Financiers Ruraux Adaptés (PAPSFRA).

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté, en sa séance du

La loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} :

Est autorisée, la ratification par le Président de la République, de l'Accord de financement d'un montant de 30,6 millions de dollars des Etats Unis équivalant à 15,3 milliards de FCFA environ, signé le 15 juillet 2013 entre la République du Bénin et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) dans le cadre du financement partiel du Projet d'Appui à la Promotion de Services Financiers Ruraux Adaptés (PAPSFRA).

Article 2 :

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Porto-Novo, le

Le Président de l'Assemblée Nationale,

Professeur Coffi Mathurin NAGO

PRÊT NO. L-I-888-BJ
DON NO. G-I-DSF-8110-BJ

ACCORD DE FINANCEMENT

Projet d'appui à la promotion des services financiers ruraux adaptés
(PAPSFRA)

entre la

REPUBLIQUE DU BENIN

et le

FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

Signé à Rome, Italie

en date du 15 juillet 2013

ACCORD DE FINANCEMENT

Numéro du prêt: L-I-888-BJ

Numéro du don: G-I-DSF-8110-BJ

Nom du projet: Projet d'appui à la promotion de services financiers ruraux adaptés (PAPSFRA) ("le Projet")

La République du Bénin ("l'Emprunteur")

et

Le Fonds international de développement agricole ("le Fonds" ou "le FIDA")

(désigné individuellement par "la Partie" et collectivement par "les Parties")

conviennent par les présentes de ce qui suit:

Section A

1. Le présent Accord comprend l'ensemble des documents suivants: le présent document, la description du Projet et les dispositions relatives à l'exécution (annexe 1), le tableau d'affectation des fonds (annexe 2) et les clauses particulières (annexe 3).
2. Les Conditions générales applicables au financement du développement agricole en date du 29 avril 2009 et leurs éventuelles modifications postérieures ("les Conditions générales") sont annexées au présent document, et l'ensemble des dispositions qu'elles contiennent s'appliquent au présent Accord. Aux fins du présent Accord, les termes dont la définition figure dans les Conditions générales ont la signification qui y est indiquée.
3. Le Fonds accorde à l'Emprunteur un prêt et un don ("le financement"), que l'Emprunteur utilise aux fins de l'exécution du Projet, conformément aux modalités et conditions énoncées dans le présent Accord.
4. Le terme "Emprunteur" désigne également la République du Bénin en tant que bénéficiaire du don.

Section B

1. A. Le montant du prêt est de huit millions sept cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (8 750 000 DTS).
B. Le montant du don est de huit millions sept cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (8 750 000 DTS).
2. Le prêt est accordé à des conditions particulièrement favorables, soit une commission de service de 0,75% l'an et un délai de remboursement de 40 ans assorti d'une période de grâce de 10 ans.
3. La monnaie de paiement au titre du service du prêt est l'Euro.
4. L'exercice financier débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.
5. Le remboursement du principal et le paiement de la commission de service sont exigibles le 15 avril et le 15 octobre.

6. L'Emprunteur ouvrira au nom du Projet un compte désigné à la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Cotonou.

7. Un Compte de projet est ouvert par l'Emprunteur auprès d'une banque acceptable pour le FIDA.

8. L'Emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du Projet pour un montant de 3 225 000 USD. Ce montant correspond aux droits, impôts et taxes grevant le Projet qui seront pris en charge par l'Emprunteur au moyen, notamment, d'exonérations des impôts et taxes sur les biens et services acquis par le Projet ou en recourant à la procédure des chèques tirés sur le Trésor; et d'un dépôt sur le Compte de projet pour les taxes sur les petites dépenses pour lesquelles le recours à la procédure d'exonération est impossible. L'Emprunteur inscrira le montant global des fonds de contrepartie au Programme d'investissement public (PIP).

À cet effet, l'Emprunteur mettra à la disposition de l'Unité de coordination du projet (UCP) la somme de 62 300 000 FCFA pour couvrir les besoins de la première année du Projet. Par la suite, l'Emprunteur reconstituera annuellement le Compte de projet en y déposant les fonds de contrepartie tels qu'ils seront prévus dans le PTBA relatif à l'année du Projet considérée.

Section C

1. L'Agent principal du projet est le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP).

2. La date d'achèvement du Projet est fixée au huitième anniversaire de la date d'entrée en vigueur du présent Accord.

Section D

Le FIDA assure l'administration du prêt et du don et la supervision du Projet.

Section E

1. Les éléments suivants constituent des motifs supplémentaires de suspension du présent Accord:

- a) L'Emprunteur n'a pas remboursé au FIDA le reliquat non utilisé de l'allocation du Compte spécial du Programme d'appui au développement rural (PADER).
- b) L'Emprunteur n'a pas mis à disposition de façon satisfaisante les fonds de contrepartie nécessaires aux besoins du Projet.

2. Les éléments suivants constituent des conditions générales additionnelles préalables aux retraits supplémentaires:

- a) Toutes les obligations relatives à la clôture du PADER ont été dûment remplies par l'Emprunteur, soit i) la soumission de toutes les demandes de retrait de fonds pour le recouvrement de l'allocation initiale du Compte spécial; et ii) la soumission du dernier rapport d'audit.
- b) Le recrutement d'au moins un cadre prévu parmi le personnel technique du Projet.

3. Le présent Accord est soumis à la ratification de l'Emprunteur.

4. Toutes les communications ayant trait au présent Accord doivent être adressées aux représentants dont le titre et l'adresse figurent ci-dessous:

Pour l'Emprunteur:

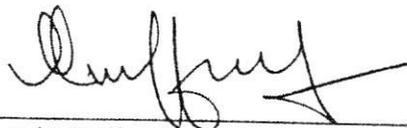
Ministre de l'économie et des finances
de la République du Bénin
Ministère de l'économie et des finances
Route de l'Aéroport
BP 302 Cotonou
République du Bénin

Pour le Fonds:

Président
Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italie

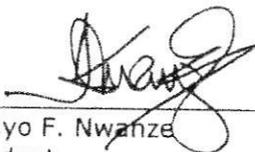
Le présent Accord, en date du 15 juillet 2013, a été établi en langue française en six (6) exemplaires originaux, trois (3) pour le Fonds et trois (3) pour l'Emprunteur.

REPUBLIQUE DU BENIN



Rosemonde Deffon Yakoubou
Ambassadeur de la République du Bénin
en Italie

FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE



Kanayo F. Nwanze
Président

Annexe 1

Description du Projet et Dispositions relatives à l'exécution

I. Description du Projet

1. *Population cible.* Les bénéficiaires du Projet sont les Associations des services financiers (ASF), les Institutions de microfinance (IMF) partenaires et les Banques capables d'offrir des services financiers adaptés aux acteurs impliqués dans l'une des quatre (4) chaînes de valeur ciblées par le Projet d'appui à la croissance économique rurale (PACER). La zone de couverture prioritaire du Projet coïncidera principalement avec celle du PACER (la "zone du projet"). Cette zone pourra s'étendre par la suite en partenariat avec d'autres partenaires techniques et financiers impliqués dans la promotion des mêmes filières.
2. *Finalité.* Le Projet a pour finalité de contribuer à l'allègement de la pauvreté rurale au Bénin.
3. *Objectifs.* Les objectifs du Projet sont d'améliorer durablement l'offre des services financiers adaptés aux besoins de petites et moyennes exploitations/entreprises agricoles et para agricoles (PMEAPA) dans les zones d'activités du Projet.
4. *Composantes.* Le Projet comprend les composantes suivantes:

Composante 1: Institutionnalisation et professionnalisation des ASF

Cette composante vise à faire des ASF, une nouvelle IMF, conforme à la réglementation en vigueur, viable et opérant selon les normes de la profession.

Pour ce faire, les activités à mener dans le cadre de la composante se feront en deux (2) phases:

La première phase de 24 mois s'articulera autour de deux (2) axes:

- La création de la nouvelle institution conformément à la nouvelle régulation; et
- L'opérationnalisation de la nouvelle institution.

La deuxième phase portera essentiellement sur le développement et la croissance de la nouvelle institution qui inclura l'assainissement et la consolidation des ASF de base autour de la nouvelle institution selon les normes de l'industrie.

Composante 2: Renforcement des institutions et des partenariats stratégiques

La composante a pour objectif de favoriser la création d'un environnement favorable à l'échange entre les institutions financières (IF) et la mobilisation de ressources au profit des Systèmes financiers décentralisés (SFD) pour mieux servir le monde rural.

Les activités à mener dans le cadre de la composante seront les suivantes:

- a) Mise en place d'une base pour des partenariats durables; et
- b) La mobilisation des ressources pour les IMF.

Le Projet travaillera avec le Fonds national de la microfinance (FNM), en tant qu'opérateur stratégique, afin de renforcer les IF partenaires.

Le Projet renforcera également:

- i) La Cellule de surveillance des systèmes financiers décentralisés (CSSFD) pour lui permettre de jouer son rôle de supervision mais également de vulgarisation de la réglementation, de conseil et d'analyse des dossiers d'agrément, de collecte d'informations sur le secteur, de sensibilisation sur le processus de transformation institutionnelle;
- ii) L'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés - le Consortium Alafia qui a un rôle important à jouer dans le domaine de la formation, d'appui-conseil aux IMF, de collecte d'informations sur le secteur, dans la réalisation des études;
- iii) La Direction de la promotion de la microfinance (DPMF) qui joue un rôle important pour la promotion du secteur;
- iv) Le système d'information et de gestion des IF partenaires afin de donner des indications sur leur performance ainsi que sur les produits financiers adaptés, développés avec le concours du Projet.

En outre, le Projet renforcera l'Institut national des statistiques et d'analyse économique et la Direction de la programmation et de la prospective du MAEP (DPP), dont le rôle respectif sera de collecter et d'analyser les informations sur les services financiers ruraux en général et sur le financement agricole en particulier.

Des conventions annuelles avec contrat de performance gouverneront les appuis que le Projet apportera à ces acteurs du cadre institutionnel. Les appuis seront de trois (3) types:

- i) Un diagnostic pour identifier les forces, les faiblesses et cibler les appuis;
- ii) Le financement d'une partie de leur plan stratégique de développement; et
- iii) Le financement de formations ciblées comme celle en services financiers ruraux. Les performances seront revues au moins trimestriellement et les conventions seront renouvelées annuellement en cas de bonne performance.

En ce qui concerne la mobilisation des ressources pour le secteur agricole, le Projet aidera les IF partenaires à développer une stratégie compréhensive pour la mobilisation de ressources financières additionnelles qui inclut:

- i) L'amélioration des performances des IF partenaires qui passera par adoption d'un système de transparence de gestion, et une mobilisation de l'épargne;
- ii) L'utilisation ou développement d'instruments financiers (FNM, Fonds national de développement agricole, autres), qui passera par une évaluation des instruments existant par rapport aux résultats prévus, leur cibles, et les filières. En fonction des résultats et des objectifs du PAPSFRRA suppléer les instruments existants ou s'en inspirer pour en développer de nouveaux;
- iii) Relation entre banques et SFD à travers un cadre de concertation pour échange d'information, partage des résultats et partenariats.

Composante 3: Développement de produits et services financiers ruraux adaptés

L'objectif de cette composante est de développer des produits financiers adaptés aux besoins des petits producteurs, des PMEAPA intervenant dans la chaîne de valeur des filières retenues par le Projet. Elle comprend deux sous-composantes.

Sous-composante 1. Définition et compréhension des caractéristiques de la demande au niveau des différentes filières comme préliminaire au processus de développement de produits adaptés:

- i) Détermination pour chaque filière des besoins en services financiers au niveau des différents maillons de la chaîne de valeur;
- ii) Définition des caractéristiques de ces besoins financiers (montant, objet, période de la demande, période de remboursement, durée du prêt);
- iii) Identification des acteurs (IMF, IF, banques) offrant déjà des produits sur certains maillons de la chaîne.

Sous-composante 2. Développement de produits adaptés, vulgarisation des produits existants développés par certaines IMF et amélioration de certains produits existants et le développement de produits innovants.

Le développement de nouveaux produits se fera selon les bonnes pratiques de l'industrie et inclura un support institutionnel pour les institutions participant à ce processus pour permettre à ces dernières de continuer le processus de développement de nouveaux produits en l'absence de projet.

Composante 4. Coordination et gestion des savoirs

L'UCP existante sera réaménagée, avec maintien des Unions régionales d'appui (URA). La nouvelle UCP sera reconfigurée comme suit:

Le personnel existant sera maintenu, à savoir: i) un coordonnateur; ii) un responsable administratif et financier; iii) un responsable du suivi-évaluation; iv) un assistant suivi-évaluation; v) un chef comptable; vi) deux comptables; et vii) du personnel de soutien (secrétaires, chauffeurs, gardiens).

Ces postes seront complétés par: i) un responsable de la gestion des savoirs et de la communication; et ii) un responsable de la passation des marchés.

Les postes spécifiques au Projet sont: i) un chef de projet; ii) un assistant au responsable de projet; et iii) un assistant spécialiste des services financiers par URA.

Les coûts du Projet seront partagés. Le Projet prendra en charge le coût de fonctionnement lié à ses activités. L'UCP quant à elle, assurera la prise en charge de l'ensemble du personnel du Programme cadre du FIDA au Bénin ("le Programme cadre" ou "le PROCAR"), y compris les URA: i) les salaires et la formation du personnel; ii) l'audit externe annuel des comptes des composantes; iii) la mise en place et le fonctionnement du système de suivi-évaluation; iv) les frais salariaux des nouveaux postes seront partagés entre le Projet et le Programme cadre.

Un système de gestion des savoirs sera mis en œuvre afin de faciliter: i) la coordination et la gestion des informations et des connaissances, et l'établissement des relations avec le système plus large de connaissance de l'espace rural; ii) la mise en place des mécanismes d'échange et d'amélioration de l'accès des jeunes et des femmes à l'information et aux savoirs, particulièrement leur accès au savoir-faire entrepreneurial et aux informations sur le développement du micro-entrepreneuriat rural; et iii) la promotion des bonnes pratiques de mobilisation de ressources et gestion des crédits.

La gestion des savoirs se fera à travers: i) l'organisation d'ateliers périodiques d'auto-évaluation participative des acteurs; ii) la réalisation des études thématiques ponctuelles; et iii) la production et la diffusion de supports audio-visuels.

II. Dispositions relatives à l'exécution

A. ORGANISATION ET GESTION

1. Agent principal du projet

Le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP) en sa qualité d'Agent principal du projet, assume l'entière responsabilité de l'exécution du Projet.

2. Comité de suivi (CS)

2.1. *Composition.* Le CS sera un sous-comité du Comité national de pilotage (CNP) du Programme cadre. Il sera composé des Ministères en charge de l'agriculture (DPP), des finances (CSSFD et Caisse autonome d'amortissement), de la microfinance (FNM), du développement (Direction générale des investissements et du financement du développement), de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers et du Consortium Alafia. Le CS se réunira deux (2) fois par an en session ordinaire et en session extraordinaire en cas de besoin. Le CS sera présidé par la DPP. Il sera, le cas échéant fait appel à des personnes ressources. Le Secrétariat du CS sera assuré par le Coordonnateur du Programme cadre.

2.2. *Responsabilités.* Le CS aura comme responsabilités principales: i) d'approuver les principaux documents de planification (PTBA); ii) d'apprécier les résultats atteints au regard des objectifs du Projet (rapports annuels d'exécution), les effets et impacts du Projet, et de proposer et recommander au besoin, des mesures correctives; iii) d'apprécier les rapports d'audit, veiller à la mise œuvre des recommandations issues des missions d'audit et des missions de supervision.

3. Comité technique (CT)

3.1. *Composition.* Le CT sera composé des techniciens représentant: i) le secteur de la microfinance (Consortium Alafia); ii) les banques; iii) le FNM et la DPMF; iv) les compagnies d'assurance; v) les Organisations non gouvernementales (ONG) ou autres institutions spécialisées dans le développement agricole; vi) les institutions spécialisées dans les nouvelles technologies; vii) les PME agricoles; viii) les représentant des couches vulnérables. Il sera, le cas échéant fait appel à des personnes ressources. Le CT sera présidé par le Ministre des finances ou son délégué.

3.2. *Responsabilités.* Le CT aura pour principales attributions: i) la validation des approches notamment pour le développement des produits; ii) la mobilisation des ressources; iii) l'évaluation trimestrielle du Projet. Le CT veillera également à la cohérence entre le Projet et sa mise en œuvre et à ce que soient utilisées les meilleures pratiques.

4. Unité de coordination du projet (UCP)

4.1. *Établissement.* La gestion du Projet sera confiée à la même Unité de coordination (UCP) du PADER et du PACER, créant ainsi un programme intégré pour le pays récemment nommé Programme cadre d'appui à la croissance agricole et rurale (PROCAR).

4.2. *Composition.* L'UCP du Programme cadre sera augmentée de sept (7) personnes dont cinq (5) à compétences techniques spécialisées en finance rurale et spécifiques au Projet, soit: un chef de projet; un assistant au chef de projet; trois agents au niveau des trois URA du Programme cadre; et deux partagés avec le PACER au sein du Programme cadre, soit un responsable de la gestion des savoirs et de la communication et un responsable de la passation des marchés.

4.3. *Responsabilités.* L'UCP sera responsable de la coordination globale du Programme cadre, à savoir: i) de la gestion administrative et financière du Programme cadre; ii) de la passation des marchés; iii) de la gestion des savoirs et de la communication sur les activités du Programme cadre; iv) de la gestion du patrimoine du Projet; v) de la coordination des programmations des PTBA des projets FIDA et de l'UCP elle-même; vi) de la facilitation et la gestion de la synergie entre les projets FIDA, ainsi que du suivi-évaluation des activités des PTBA des projets FIDA; vii) de la mise en cohérence et la synergie avec les programmes du gouvernement et ceux des partenaires techniques et financiers; viii) du suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des sessions du CS, des missions de supervision et des missions d'audit; ix) de la gestion des fonds pour le financement des activités mises en œuvre; x) du suivi de la performance des acteurs intervenant dans le Programme cadre; et xi) du suivi-évaluation des projets FIDA et du Programme cadre.

5. Unions régionales d'appui (URA)

5.1. *Composition.* Les URA existantes composées d'un responsable d'URA, d'un assistant et du personnel d'appui dont un secrétaire comptable seront complétées par un assistant spécialiste des services financiers au niveau de chaque URA. Les antennes resteront basées à Bohicon, Parakou et Djougou.

5.2. *Responsabilités.* Les URA seront placées sous la responsabilité du coordonnateur mais disposeront d'une autonomie de gestion administrative et financière. Les URA assureront la coordination de la mise en œuvre des activités dans leur zone géographique et auront pour principales responsabilités: i) le suivi du Projet à l'échelle régionale; ii) la coordination et la passation des marchés locaux; iii) le suivi des appuis techniques aux Organisations paysannes (OP)/micros et petites exploitations/entreprises rurales (MPEER); iv) le suivi de l'accompagnement des IMF et le suivi des rapports des ASF vers l'Union nationale des associations de services financiers.

B. MISE EN ŒUVRE

La mise en œuvre du Projet se fera à travers:

- a) La mobilisation par appel d'offres international d'une assistance technique qualifiée pour la mise en œuvre des composantes avec des appuis croissants durant les 24 premiers mois du Projet et décroissants par la suite. Un accent particulier sera mis sur le transfert des compétences et les performances;
- b) Le développement de partenariats stratégiques pour la mobilisation des ressources (banques, autres IF, instruments de financement), le renforcement des capacités, la supervision du secteur, la fourniture des informations sur le secteur, sur la demande;
- c) Le recours aux opérateurs locaux, retenus sur la base de leurs performances, qui travailleront en partenariat avec l'assistance technique pour l'assainissement, la restructuration et la consolidation des ASF; et
- d) Le recours aux prestataires ponctuels pour différentes prestations (études, formations).

Un système d'évaluation interne trimestrielle prévu par le Projet permettra de corriger à temps les dysfonctionnements, d'évaluer régulièrement les performances de l'assistance technique et des opérateurs afin d'améliorer progressivement les performances du Projet, de valider à la fin des deux (2) premières années les stratégies et approches de mise en œuvre.

Annexe 2

Tableau d'affectation des fonds

1. *Affectation du produit du prêt et du don.* a) Le tableau ci-dessous indique les catégories de dépenses admissibles à un financement sur le produit du prêt et du don ainsi que le montant du prêt et du don affecté à chaque catégorie et la répartition en pourcentage des dépenses à financer pour chacun des postes des différentes catégories:

Catégorie	Montant alloué au titre du prêt (exprimé en DTS)	Montant alloué au titre du don (exprimé en DTS)	Pourcentages
I. Construction, véhicules, matériel et équipements	785 000	785 000	100% HT et hors contributions des Institutions de financement bénéficiaires
II. Support aux Institutions de financement	2 475 000	2 475 000	100% HT et hors contributions des Institutions de financement
III. Études et assistance technique, formation, information, voyage d'études et d'échanges, atelier	3 800 000	3 800 000	100% HT
IV. Salaires, indemnités et missions	590 000	590 000	100% hors contribution des Institutions de financement
V. Fonctionnement	230 000	230 000	100% HT et hors contributions des Institutions de financement
Non alloué	870 000	870 000	
TOTAL	8 750 000	8 750 000	

b) Les termes utilisés dans le tableau ci-dessus se définissent comme suit:

"Support aux Institutions de financement" désigne également la contribution à un fonds de garantie.

"Études et assistance technique" désigne les dépenses pour les services d'expertise nationale et internationale.

"Fonctionnement" désigne les dépenses d'entretien et de fonctionnement.

Annexe 3

Clauses particulières

Conformément aux dispositions de la section 12.01 a) xxiii) des Conditions générales, le Fonds peut suspendre, en totalité ou en partie, le droit de l'Emprunteur de solliciter des retraits du compte de prêt et du compte de don si l'Emprunteur n'a pas respecté l'une quelconque des clauses énoncées ci-dessous, et si le FIDA a établi que ladite défaillance a eu, ou risque d'avoir, un effet préjudiciable important sur le Projet.

1. *Suivi et évaluation.* Le système de suivi-évaluation permettra de renseigner les indicateurs du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI), jettera les bases du système de suivi-évaluation du Programme pays FIDA et établira des passerelles avec le système de suivi sectoriel.

Le système de suivi-évaluation sera structuré selon trois fonctions: i) le suivi de la planification en mesurant les taux d'exécution physique et financier des activités de chaque PTBA; ii) le suivi des indicateurs du cadre logique pour mesurer l'atteinte des résultats; iii) l'évaluation des effets et de l'impact; iv) la désagrégation par sexe et par âge des indicateurs de suivi-évaluation et d'impact dans la mesure du possible. Les principaux acteurs seront les OPS/OPP et les comités de gestion des ASF, les opérateurs qui renseigneront la base de données du Projet, les services déconcentrés de l'État, les URA et l'UCP du Projet.

2. *Recrutement.* Le recrutement des cadres principaux du Projet se fera par appel à candidature. Le recrutement se fera selon un processus excluant toute discrimination, et sur la base de contrats renouvelables ne pouvant, en toute hypothèse, excéder la durée du Projet. Le recrutement des cadres principaux et, le cas échéant, la décision de rompre leur contrat, seront décidés en accord avec le Fonds. Le personnel du Projet sera soumis à des évaluations de performance dont les modalités seront définies dans le Manuel. Il pourra être mis fin à leur contrat en fonction des résultats de ces évaluations. La gestion du personnel sera soumise aux procédures en vigueur sur le territoire de l'Emprunteur. L'Emprunteur encouragera les femmes à postuler aux postes techniques à pourvoir dans le cadre du Projet.

**CONDITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AU FINANCEMENT DU
DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**
(modifiées en septembre 2010)¹

ARTICLE I - APPLICATION

SECTION 1.01. Champ d'application des Conditions générales.

- a) Les présentes Conditions générales s'appliquent à l'ensemble des accords de financement (selon la définition accordée à ce terme à la section 2.01). Elles s'appliquent à d'autres accords si ceux-ci le stipulent expressément.
- b) Si une disposition spécifique de ces Conditions générales ne s'applique pas à un accord, celui-ci doit le stipuler expressément.

ARTICLE II - DÉFINITIONS

SECTION 2.01. Définitions générales.

Les termes suivants, quand ils sont employés dans les présentes Conditions générales, ont le sens indiqué ci-après:

"Accord" désigne un accord de financement ou tout autre accord soumis aux présentes Conditions générales.

"Accord de coopération" désigne un accord entre le Fonds et une institution coopérante au terme duquel l'institution coopérante accepte d'agir en cette qualité.

"Accord de financement" désigne un accord de financement aux termes duquel le Fonds consent à accorder un financement à l'Emprunteur/au Bénéficiaire.

"Accord de garantie" désigne un accord conclu entre un État membre et le Fonds par lequel cet État membre garantit la bonne exécution d'un autre accord.

"Accord de projet" désigne tout accord entre le Fonds et toute Partie au projet, relatif à l'exécution de tout ou partie du projet.

"Accord subsidiaire" désigne tout accord ou entente par lequel i) tout ou partie des fonds du financement sont mis à la disposition d'une Partie au projet et/ou par lequel ii) toute Partie au projet assume en tout ou partie l'exécution du projet.

"Acte de coercition" consiste à porter atteinte ou causer un préjudice, ou menacer de porter atteinte ou de causer un préjudice, directement ou indirectement, à une partie ou à un bien appartenant à cette partie pour influencer indûment les actions d'une partie.

"Acte de collusion" est une entente entre deux ou plusieurs parties destinée à atteindre un but illégitime, comme par exemple influencer indûment les actions d'une autre partie.

"Acte de corruption" consiste à offrir, donner, recevoir ou solliciter, directement ou indirectement, un avantage en vue d'influencer indûment l'action d'une autre partie.

¹ Ces Conditions générales applicables au financement du développement agricole ont été adoptées par le Conseil d'administration du FIDA le 29 avril 2009. Les sections 2.01, 4.08 a) et 5.01 ont été modifiées par décision du Conseil d'administration le 17 septembre 2010. Les présentes Conditions générales, ainsi modifiées, s'appliquent à tous les accords de financement pour les projets et programmes approuvés par le Conseil d'administration pendant et après sa quatre-vingt-dix-septième session, soit septembre 2009.

"Agent principal du projet" désigne, dans un accord, l'entité qui assume l'entière responsabilité de l'exécution du projet.

"Année du projet" désigne i) la période commençant à la date d'entrée en vigueur de l'accord et finissant le dernier jour de l'année fiscale en cours, et ii) chaque période suivante commençant le premier jour de l'année fiscale et finissant le dernier jour. Si la date d'entrée en vigueur de l'accord se situe après la fin du premier semestre de l'année fiscale, la première année du projet se poursuit jusqu'au terme de l'année suivante.

"Année fiscale" désigne la période de 12 mois définie comme telle dans un accord.

"Bénéficiaire" s'entend comme étant la Partie désignée comme telle dans l'Accord.

"Compte de don" désigne le compte ouvert dans les livres du Fonds au nom du Bénéficiaire et crédité du montant du don.

"Compte de prêt" désigne le compte ouvert dans les livres du Fonds au nom de l'Emprunteur et crédité du montant du prêt.

"Compte de projet" désigne le compte d'opération du projet décrit à la section 7.02 b).

"Date d'achèvement du projet" désigne la date précisée dans l'accord à laquelle l'exécution du projet doit être achevée, ou toute autre date postérieure que le Fonds pourra désigner par notification à l'Emprunteur/au Bénéficiaire.

"Date de clôture du financement" désigne la date à laquelle les droits de l'Emprunteur/du Bénéficiaire de solliciter des retraits du compte de prêt et/ou du compte de don prennent fin, soit six (6) mois après la date d'achèvement du projet, ou toute autre date postérieure que le Fonds pourra désigner par notification à l'Emprunteur/au Bénéficiaire.

"Date de valeur" désigne, s'agissant d'un retrait du compte de prêt, la date à laquelle le retrait est réputé fait conformément aux dispositions de la section 4.06 et, s'agissant du paiement des frais de service du prêt, la date à laquelle le paiement est réputé fait conformément aux dispositions de la section 5.04.

"Dépense autorisée" désigne une dépense conforme aux dispositions de la section 4.08.

"Directives du FIDA pour la passation des marchés" désigne les directives pour la passation des marchés approuvées par le Conseil d'administration du Fonds en décembre 2004 (pour les financements approuvés par le Conseil d'administration du Fonds avant septembre 2010) ou les Directives pour la passation des marchés approuvées par le Conseil d'administration du Fonds en septembre 2010 (pour les financements approuvés par le Conseil d'administration du Fonds après septembre 2010), et leurs amendements.²

"Dollars des États-Unis" ou "USD" désigne la monnaie des États-Unis d'Amérique.

"Don" désigne un don accordé à l'Emprunteur par le Fonds aux termes d'un accord de financement ou d'un autre accord.

"Droits de tirage spéciaux" ou "DTS" désignent les droits de tirage spéciaux dont la valeur est fixée par le Fonds monétaire international conformément aux dispositions de ses statuts.

"Emprunteur" désigne la Partie définie comme telle dans tout accord.

"Équivalent en DTS" désigne pour tout montant exprimé dans une devise, son équivalent en DTS au taux arrêté au moment de sa détermination, tel qu'évalué par le Fonds conformément à l'article 5.2 b) de l'Accord portant création du FIDA.

² Modifiées en septembre 2010.

"État membre" désigne tout État membre du Fonds.

"État membre concerné par le projet" désigne l'État membre dans lequel le projet est mis en œuvre.

"Euro" ou "EUR" désignent la monnaie de l'Union monétaire européenne.

"Financement" désigne un prêt, un don, ou une combinaison des deux modes de financement.

"Fonds" désigne le Fonds international de développement agricole.

"Garant" désigne, dans l'accord de garantie, l'État membre agissant en cette qualité.

"Impôts" désignent tous les impôts, prélèvements, redevances, tarifs et droits obligatoires de toute nature, prélevés, collectés, retenus ou établis à tout moment par l'État membre ou sur son territoire.

"Institution coopérante" désigne, dans l'accord de financement, l'institution responsable de l'administration, du financement et/ou de la supervision de l'exécution du projet.

"Livre sterling" or "GBP" désigne la monnaie du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

"Monnaie" désigne toute monnaie ayant légalement cours dans un État ou sur un territoire donnés, pour le paiement des dettes publiques et privées.

"Monnaie de paiement des frais de service du prêt" désigne la monnaie librement convertible définie comme telle dans l'accord de financement.

"Monnaie librement convertible" désigne toute monnaie ainsi définie par le Fonds à tout moment.

"Paiement des frais de service du prêt" désigne tout paiement requis ou que l'Emprunteur ou le Garant est autorisé à effectuer dans le cadre d'un accord de financement, et comprenant, notamment, le paiement du principal, des intérêts ou des frais de service du prêt.

"Partie au projet" désigne chaque entité responsable en tout ou partie de l'exécution du projet. L'expression "Partie au projet" s'applique, notamment, à l'agent principal du projet et à toute entité désignée comme Partie au projet dans un accord.

"Période d'exécution du projet" désigne la période au cours de laquelle le projet doit être mis en œuvre, commençant à la date d'entrée en vigueur de l'accord et finissant à la date d'achèvement du projet.

"Plan de passation des marchés" désigne le plan de passation des marchés établi par l'Emprunteur/le Bénéficiaire pour couvrir la période initiale d'exécution du projet de dix-huit (18) mois et mis à jour pour couvrir les périodes successives de douze (12) mois.

"Population cible" désigne le groupe de population devant bénéficier du projet.

"Pratique frauduleuse" comprend tout acte ou omission, y compris les fausses déclarations, qui induit ou tente d'induire en erreur, délibérément ou imprudemment, une Partie dans le but d'obtenir un avantage financier ou autre indu ou de se soustraire à une obligation.

"Prêt" désigne le prêt accordé à l'Emprunteur par le Fonds selon les termes de l'accord de financement.

"Programme de travail et budget annuel" ou "PTBA" désigne le Programme de travail et budget annuel nécessaire à l'exécution d'un projet au cours d'une année du projet donné qui comprend également le plan de passation des marchés.

"Projet" désigne le projet ou le programme de développement agricole décrit dans l'accord et financé en tout ou en partie par le financement.

"Taux d'intérêt de référence du FIDA" désigne le taux déterminé périodiquement par le Fonds comme taux de référence pour le calcul des intérêts des prêts qu'il accorde.

"Yen" ou "JPY" désigne la monnaie du Japon.

SECTION 2.02. Terminologie.

À moins que le contexte ne l'exige autrement, les termes au singulier utilisés dans les présentes Conditions générales ou dans tout accord incluent le pluriel des mêmes termes, les termes au pluriel incluent le singulier des mêmes termes, et les termes au masculin incluent le féminin des mêmes termes.

SECTION 2.03. Références et titres.

Sauf dispositions contraires, les références aux articles et sections des Conditions générales ne s'appliquent qu'aux articles et sections des présentes Conditions générales. Les titres des articles et des sections et la table des matières permettent seulement de faciliter les références mais ne font, en aucun cas, partie intégrante des présentes Conditions générales.

ARTICLE III - INSTITUTION COOPÉRANTE

SECTION 3.01. Désignation de l'institution coopérante.

L'accord de financement peut prévoir qu'une institution coopérante sera désignée pour administrer le financement et superviser le projet.

SECTION 3.02. Responsabilité de l'institution coopérante.

Si une institution coopérante est désignée, celle-ci assume les responsabilités suivantes:

- a) faciliter l'exécution du projet en aidant l'Emprunteur/le Bénéficiaire et les Parties au projet à interpréter l'accord de financement et à s'y conformer;
- b) examiner les demandes de retrait formulées par l'Emprunteur/le Bénéficiaire afin de déterminer le montant qu'il est en droit de retirer du compte de prêt et/ou du compte du don;
- c) examiner et approuver en donnant non objection les passations de marchés de biens et services et de travaux de génie civil prévus dans le cadre du projet et financés par le financement;
- d) contrôler le respect des stipulations de l'accord de financement, porter à la connaissance du Fonds tout manquement substantiel et proposer des solutions adaptées; et
- e) exécuter toutes les autres fonctions d'administration et de supervision du projet qui pourraient être prévues par l'accord de coopération.

SECTION 3.03. Accord de coopération.

Si une institution coopérante est désignée, le Fonds conclut avec ladite institution coopérante un accord de coopération énonçant les modalités et conditions de sa désignation.

SECTION 3.04. Mesures prises par l'institution coopérante.

Toute mesure prise par l'institution coopérante conformément à l'accord de coopération doit être considérée et traitée par l'Emprunteur/le Bénéficiaire, le Garant et les Parties au projet comme une mesure prise par le Fonds.

SECTION 3.05. Coopération des Parties au prêt et au projet.

L'Emprunteur/le Bénéficiaire, le Garant et les Parties au projet prennent toutes les mesures nécessaires pour que l'institution coopérante puisse s'acquitter de ses responsabilités sans heurts et de façon efficace.

ARTICLE IV - COMPTES DE PRÊT ET RETRAITS

SECTION 4.01. Comptes de prêt et de don.

À la date d'entrée en vigueur de l'accord de financement, le Fonds ouvre un compte de prêt et/ou un compte de don au nom de l'Emprunteur/du Bénéficiaire et crédite le compte de prêt du montant du principal du prêt et le compte de don du montant du don.

SECTION 4.02. Retraits des comptes de prêt et de don.

a) Entre la date d'entrée en vigueur de l'accord et la date de clôture du financement, l'Emprunteur/le Bénéficiaire peut solliciter des retraits du compte de prêt et/ou du compte de don correspondant à des montants payés ou à payer pour des dépenses autorisées. Le Fonds notifiera à l'Emprunteur/au Bénéficiaire le montant minimum des retraits.

b) Aucun retrait ne peut être effectué sur le compte du prêt et/ou le compte du don avant que le FIDA n'ait approuvé le premier PTBA et qu'il n'ait déterminé que toutes autres conditions désignées à titre de conditions générales additionnelles préalables aux retraits dans l'accord de financement n'aient été remplies. L'accord de financement peut aussi fixer des conditions spécifiques supplémentaires préalables aux retraits afférents à des catégories ou activités particulières. Les retraits destinés à financer les coûts de démarrage du projet peuvent être autorisés à compter de l'entrée en vigueur de l'accord, sous réserve des éventuelles limites fixées dans l'accord de financement.

SECTION 4.03 Engagements spéciaux.

À la demande de l'Emprunteur/du Bénéficiaire, le Fonds peut souscrire de manière irrévocable l'engagement de payer les sommes nécessaires pour garantir une lettre de crédit servant à financer des dépenses autorisées (un "engagement spécial") selon les modalités et conditions convenues entre l'Emprunteur/le Bénéficiaire et le Fonds.

SECTION 4.04. Demandes de retrait ou d'engagement spécial.

a) Quand l'Emprunteur/le Bénéficiaire souhaite solliciter un retrait du compte de prêt et/ou du compte de don ou un engagement spécial, il remet au Fonds une demande dans la forme requise par le Fonds, étayée par tous documents et pièces justificatives que le Fonds peut raisonnablement demander.

b) L'Emprunteur/le Bénéficiaire fournit au Fonds toutes pièces justifiant du pouvoir de la ou des personnes habilitées à signer les demandes ainsi qu'un spécimen certifié de sa/leur signature.

c) Toute demande et les documents et autres pièces justificatives qui l'accompagnent, doivent être suffisantes pour assurer au Fonds que l'Emprunteur/le Bénéficiaire est habilité à effectuer le retrait ou à obtenir l'engagement spécial sollicité.

d) Si l'Emprunteur/le Bénéficiaire sollicite un retrait du compte du prêt et/ou du compte du don pour un montant destiné à financer des dépenses autorisées, le Fonds peut, avant de procéder à son transfert au crédit de l'Emprunteur/du Bénéficiaire, lui demander de fournir des pièces justificatives attestant que les retraits déjà effectués ont effectivement servi à financer des dépenses autorisées. Le Fonds peut plafonner, dans une limite raisonnable, la somme que l'Emprunteur/le Bénéficiaire est autorisé à retirer par avance ou établir le montant total de ces retraits anticipés. Il peut demander que ces sommes soient libellées dans une monnaie librement convertible et/ou déposées sur un compte réservé à cet usage ouvert auprès d'une banque ayant l'agrément du Fonds.

SECTION 4.05. Virement par le Fonds.

Dès réception d'une demande de retrait certifiée et satisfaisante de la part de l'Emprunteur/du Bénéficiaire, le Fonds vire sur le compte indiqué par l'Emprunteur/le Bénéficiaire le montant demandé.

SECTION 4.06. Date de valeur des retraits.

Un retrait est considéré comme fait au jour où l'institution financière débite le compte du Fonds choisi pour le décaissement du retrait.

SECTION 4.07. Affectation et réaffectation des fonds du financement.

- a) L'accord de financement peut prévoir l'affectation du montant du financement à des catégories de dépenses autorisées et spécifier les pourcentages des dépenses devant être financées.
- b) Le Fonds assure le suivi de l'utilisation du financement afin de déterminer quand l'enveloppe allouée à une catégorie de dépenses est épuisée ou en voie de l'être.
- c) Si le Fonds estime que le montant du financement alloué dans l'accord de financement à une catégorie de dépenses déterminée est ou sera insuffisant, le Fonds peut, après notification à l'Emprunteur/au Bénéficiaire:
 - i) réaffecter à une catégorie les montants du financement alloués à une autre catégorie à concurrence du montant nécessaire pour combler le déficit estimé; et/ou
 - ii) réduire le pourcentage des dépenses autorisées devant être financées, si cette réaffectation ne suffit pas à combler le déficit estimé.

SECTION 4.08. Dépenses autorisées³.

- a) Le financement est utilisé exclusivement pour financer des dépenses répondant aux critères suivants:
 - i) La dépense doit correspondre au coût raisonnable des biens, travaux et services nécessaires au projet et prévus au PTBA concerné et acquis conformément aux procédures prévues dans les Directives pour la passation des marchés en vigueur au FIDA.
 - ii) Les dépenses doivent être faites pendant la période d'exécution du projet, à l'exception des dépenses correspondant aux frais de liquidation du projet qui peuvent être faites entre la date d'achèvement du projet et la date de clôture du prêt.
 - iii) Les dépenses doivent être faites par une Partie au projet.
 - iv) Si, aux termes de l'accord, le montant du financement est affecté à des catégories de dépenses autorisées et que le pourcentage est précisé, la dépense doit entrer dans une catégorie dont l'allocation n'a pas été épuisée, et elle n'est autorisée que dans la limite du pourcentage applicable à la catégorie en question.
 - v) La dépense doit être par ailleurs autorisée conformément aux conditions stipulées dans l'accord de financement.

³ Modifiées en septembre 2010.

- b) Le Fonds peut décider que certains types de dépenses ne seront pas autorisés.
- c) Tout paiement interdit par décision du Conseil de sécurité des Nations Unies en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, ne sera pas admissible au financement au titre du financement.
- d) Aucun paiement fait à une personne ou à une entité, ou pour l'achat de tout bien ou service, ne peut être admissible à un financement au titre du financement si le fait de procéder à ce paiement ou de le recevoir constitue un acte de coercition, de collusion ou de corruption ou une pratique frauduleuse de la part de tout représentant de l'Emprunteur/du Bénéficiaire ou de toute Partie au projet.

SECTION 4.09. Remboursement des retraits.

Si le Fonds considère qu'une somme retirée du compte de prêt et/ou du compte de don n'a pas été utilisée pour les besoins indiqués ou ne sera pas nécessaire par la suite pour financer des dépenses autorisées, l'Emprunteur doit rembourser sans délai ce montant au Fonds dès instructions. À moins que le Fonds n'en convienne autrement, le remboursement doit être fait dans la monnaie dans laquelle le retrait a été effectué. Le Fonds crédite le compte de prêt et/ou le compte du don du montant équivalent en DTS ainsi remboursé.

ARTICLE V - PAIEMENT DES FRAIS DE SERVICE DU PRÊT

SECTION 5.01. Conditions de prêt⁴.

Le Fonds accorde des prêts à des conditions particulièrement favorables, intermédiaires ou ordinaires, selon les termes de l'accord de financement.

- a) Conditions particulièrement favorables: les prêts consentis à des conditions particulièrement favorables sont exempts d'intérêts mais supportent une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an, exigible chaque semestre dans la monnaie de paiement des frais de service du prêt; ils comportent un délai de remboursement de quarante (40) ans dont un différé d'amortissement de dix (10) ans à compter de la date d'approbation du prêt par le Conseil d'administration du Fonds.
- b) Conditions durcies: les prêts consentis à des conditions durcies sont exempts d'intérêt mais supportent une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an, exigible chaque semestre dans la monnaie de paiement des frais de service du prêt; ils comportent un délai de remboursement de vingt (20) ans, dont un différé d'amortissement de dix (10) ans à compter de la date d'approbation du prêt par le Conseil d'administration du Fonds.
- c) Conditions intermédiaires: les prêts consentis à des conditions intermédiaires supportent un taux d'intérêt annuel sur le montant de l'encours en principal équivalent à 50% du taux d'intérêt de référence du FIDA, exigible chaque semestre dans la monnaie de paiement des frais de service du prêt; ils comportent un délai de remboursement de vingt (20) ans dont un différé d'amortissement de cinq (5) ans à compter de la date à laquelle le Fonds a déterminé que toutes les conditions générales préalables aux retraits sont remplies conformément à la section 4.02 b).
- d) Conditions ordinaires: les prêts consentis à des conditions ordinaires supportent un taux d'intérêt annuel sur le montant de l'encours en principal égal au taux d'intérêt de référence du FIDA, exigible chaque semestre dans la monnaie de paiement du service du prêt; ils comportent un délai de remboursement compris entre quinze (15) ans et dix-huit (18) ans dont un différé d'amortissement de trois (3) ans à compter de la date à laquelle le Fonds a déterminé que toutes les conditions générales préalables aux retraits sont remplies conformément à la section 4.02 b).

⁴ Modifiées en septembre 2010.

e) Des intérêts et commissions de service courent sur le montant non-remboursé du principal du prêt et sont calculés sur la base d'une année de 360 jours divisée en mois de 30 jours. Le Fonds communique à l'Emprunteur un relevé des intérêts et commissions de service dus au moins quatre (4) semaines avant la date à laquelle les paiements sont exigibles.

f) Le Fonds publie le taux d'intérêt de référence du FIDA applicable à chaque période de calcul des intérêts.

g) Pendant le différé d'amortissement, des intérêts et commissions de service courent sur le montant non-remboursé du principal du prêt et sont payables tous les semestres, mais aucun remboursement du principal n'est dû.

SECTION 5.02. Remboursement et remboursement anticipé du principal.

a) L'Emprunteur rembourse le montant du principal du prêt prélevé du compte de prêt par versements semestriels, étalés sur une période correspondant au délai de remboursement moins le différé d'amortissement. Le Fonds informe l'Emprunteur des dates et montants des paiements dès que possible après le début du délai de remboursement du prêt.

b) L'Emprunteur a le droit de rembourser par anticipation tout ou partie du montant du principal du prêt, à condition qu'il s'engage à payer tous les intérêts et commissions de service échus et non payés sur les montants devant être remboursés par anticipation à la date du remboursement anticipé. Tous les remboursements anticipés seront d'abord déduits des intérêts et commissions de service restant encore à payer, pour ensuite couvrir les échéances du prêt restant à payer.

c) Toute annulation partielle du prêt est imputée au prorata des versements du principal du prêt restant à effectuer. Le Fonds en avise l'Emprunteur en précisant les échéances et les montants des versements restant à effectuer après l'imputation.

SECTION 5.03. Mode et lieu de paiement.

Tous les paiements des frais de service du prêt sont effectués sur le ou les comptes ouverts dans une banque ou dans toute autre institution financière désignée par le Fonds et notifiée à l'Emprunteur.

SECTION 5.04. Date de valeur du paiement des frais de service du prêt.

Le paiement des frais de service du prêt est considéré comme fait au jour auquel l'institution financière en crédite le compte du Fonds concerné.

ARTICLE VI - DISPOSITIONS RELATIVES AUX MONNAIES

SECTION 6.01. Monnaie de retrait.

a) Les retraits du compte de prêt et/ou du compte de don sont effectués dans la monnaie dans laquelle ont été payées ou sont payables les dépenses financées à l'aide des fonds du prêt, ou dans une ou plusieurs monnaies que le Fonds peut choisir.

b) Le compte de prêt et/ou de don est débité de l'équivalent en DTS du montant prélevé, évalué à la date de valeur dudit retrait. Si la monnaie utilisée pour effectuer le retrait a été acquise par le Fonds avec une monnaie différente, le compte de prêt et/ou de don est débité de l'équivalent en DTS de la monnaie ayant servi à l'achat de la monnaie de retrait.

SECTION 6.02. Monnaie de paiement des frais de service du prêt.

Tous les paiements des frais de service du prêt sont faits dans la monnaie spécifiée à cet effet dans l'accord de financement. À l'échéance, le montant du paiement des frais de service du prêt en monnaie de paiement des frais de service du prêt doit être équivalent au montant en DTS dudit

paiement tel que déterminé par le Fonds conformément à l'article 5, section 2 b) de l'Accord portant création du FIDA.

SECTION 6.03. Détermination de la valeur des monnaies.

Conformément à l'article 5, section 2 b) de l'Accord portant création du FIDA, le Fonds détermine, chaque fois que cela est nécessaire, la contre-valeur d'une monnaie par rapport à une autre.

ARTICLE VII - EXÉCUTION DU PROJET

SECTION 7.01. Exécution du projet.

- a) L'Emprunteur et chacune des Parties au projet s'engagent à exécuter le projet:
- i) avec la diligence et l'efficacité qui conviennent;
 - ii) en conformité avec des pratiques administratives, financières, économiques, environnementales, d'ingénierie, d'exploitation, et de développement agricole appropriées (y compris les pratiques de développement rural), et de bonne gouvernance;
 - iii) en conformité avec les plans, normes de conception, cahiers des charges, programmes de travail et d'achat, et méthodes de construction fixés par l'Emprunteur/Bénéficiaire et le Fonds;
 - iv) en conformité avec les dispositions des accords applicables et les dispositions des PTBA et des plans de passation des marchés;
 - v) en conformité avec les politiques, critères et règlements applicables au financement du développement agricole établis, le cas échéant, par le Conseil des gouverneurs et le Conseil d'administration du Fonds; et
 - vi) de façon à assurer dans le temps la durabilité de ses réalisations.
- b) i) Les projets sont mis en œuvre sur la base d'un programme de travail et budget annuel (PTBA). Pour chaque projet, l'agent principal du projet élabore un projet de PTBA en s'appuyant, le cas échéant, sur les projets de PTBA préparés par chacune des Parties au projet. Chaque projet de PTBA comprend, notamment, une description détaillée des activités du projet prévues pour l'année à venir, un plan de passation des marchés et un état de l'origine et de l'utilisation des fonds.
- ii) Avant le début de chaque année du projet, l'agent principal du projet soumet, si nécessaire, à l'organisme de contrôle désigné par l'Emprunteur/le Bénéficiaire le projet de PTBA pour examen. À l'issue de cet examen, l'agent principal du projet soumet au Fonds, pour observations, la version provisoire du PTBA, au plus tard soixante (60) jours avant le début de l'année du projet considérée. Si le Fonds ne formule aucune observation dans un délai de trente (30) jours suivant la réception du projet de PTBA, il est considéré comme approuvé par le Fonds.
 - iii) L'agent principal du projet adopte le PTBA dans la forme approuvée par le Fonds.
 - iv) L'agent principal du programme peut proposer des modifications au PTBA au cours de l'année du projet considérée; ces modifications prennent effet une fois approuvées par le Fonds.

SECTION 7.02. Disponibilité des fonds du financement.

a) Aux fins de l'exécution du projet, l'Emprunteur/le Bénéficiaire met à la disposition des Parties au projet les fonds provenant du financement, selon les modalités et conditions précisées dans l'accord de financement ou bien approuvées par le Fonds.

b) L'accord de financement peut stipuler que l'Emprunteur/le Bénéficiaire ouvre et tient, auprès d'une banque ayant l'agrément du Fonds, un ou plusieurs comptes de projet pour les opérations relatives au projet et désigne la Partie au projet responsable de la gestion dudit ou desdits comptes. Sauf indication contraire stipulée dans l'accord de financement, la gestion des comptes de projet est effectuée conformément aux règles et règlements applicables de la Partie au projet qui en est responsable.

SECTION 7.03. Disponibilité de ressources supplémentaires.

a) Outre les fonds provenant du financement, l'Emprunteur/le Bénéficiaire met à la disposition des Parties au projet, quand cela s'avère nécessaire, des fonds, installations, services et autres ressources pour exécuter le projet conformément aux dispositions de la section 7.01.

b) Outre les fonds provenant du financement, l'accord de financement peut stipuler que l'Emprunteur/le Bénéficiaire met à la disposition des Parties au projet, au cours de la période d'exécution du projet, des fonds de contrepartie provenant de ses ressources propres, conformément aux procédures nationales en usage en matière d'aide au développement.

SECTION 7.04. Coordination des activités.

Afin d'assurer que le projet est exécuté conformément aux dispositions de la section 7.01, l'Emprunteur/le Bénéficiaire veille à ce que les activités essentielles de ses ministères, départements et services, et celles de chaque Partie au projet soient conduites et coordonnées suivant des principes et des procédures administratifs valides.

SECTION 7.05. Passation des marchés.

a) Les marchés de biens, de travaux et de services financés par le financement seront passés conformément aux dispositions de la réglementation de l'Emprunteur/du Bénéficiaire en matière de passation de marchés, dans la mesure où celle-ci est compatible avec les directives du FIDA pour la passation des marchés. Chaque plan de passation des marchés devra préciser les procédures qui doivent être suivies par l'Emprunteur/le Bénéficiaire afin de garantir la compatibilité avec les directives du FIDA pour la passation des marchés.

b) Par voie de notification à l'Emprunteur/au Bénéficiaire, le Fonds peut demander que l'ensemble des dossiers d'appel d'offres et de contrats relatifs aux marchés de biens, travaux et services financés au moyen du financement contiennent des clauses imposant aux soumissionnaires, fournisseurs, entreprises contractantes, sous-traitants et consultants de:

- i) permettre au Fonds d'examiner l'ensemble des dossiers d'appel d'offres et des pièces s'y rapportant;
- ii) conserver l'ensemble des documents et pièces se rapportant à l'appel d'offres ou au marché pendant trois ans à compter de l'achèvement de la procédure d'appel d'offres ou du contrat; et
- iii) coopérer avec les agents ou les représentants du Fonds chargés d'effectuer un audit ou une enquête.

SECTION 7.06. Utilisation des biens et services.

L'ensemble des biens, services, constructions financés au moyen du financement sont utilisés exclusivement aux fins du projet.

SECTION 7.07. Maintenance.

L'Emprunteur/le Bénéficiaire s'assure que l'ensemble des installations et des travaux de génie civil utilisés dans le cadre du projet sont en permanence utilisés et entretenus correctement et que toutes les réparations nécessaires sont effectuées avec la diligence nécessaire.

SECTION 7.08. Assurance.

- a) L'Emprunteur/Bénéficiaire ou l'agent principal du projet assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon des montants conformes à de saines pratiques commerciales.
- b) L'Emprunteur/le Bénéficiaire ou l'agent principal du projet assure les biens importés pour les besoins du projet et financés par les fonds du financement contre les risques afférents à leur achat, leur transport et leur livraison jusqu'au lieu de leur installation conformément à de saines pratiques commerciales.

SECTION 7.09. Accord subsidiaire.

- a) L'Emprunteur/le Bénéficiaire s'assure qu'aucune Partie au projet ne conclue un accord subsidiaire ou n'y consente des modifications en contradiction avec l'accord de financement ou l'accord de projet.
- b) L'Emprunteur/le Bénéficiaire et chaque Partie au projet exercent les droits dont ils sont titulaires aux termes de tout accord subsidiaire auquel ils sont Parties, de façon à ce que les intérêts de l'Emprunteur/du Bénéficiaire et du Fonds soient entièrement protégés et que le projet soit exécuté conformément aux dispositions de la section 7.01.
- c) Aucune disposition d'un accord subsidiaire auquel l'Emprunteur/le Bénéficiaire est Partie ne peut être transférée, suspendue, amendée, abrogée, faire l'objet d'une renonciation ou de toute autre modification sans le consentement préalable du Fonds.
- d) L'Emprunteur/le Bénéficiaire supporte tous les risques de change affectant les accords subsidiaires auxquels il est Partie, à moins que le Fonds n'en convienne autrement.

SECTION 7.10. Exécution des accords.

- a) L'Emprunteur/le Bénéficiaire est entièrement responsable à l'égard du Fonds du bon accomplissement, dans les délais prévus, des obligations qui lui sont assignées, de l'agent principal du projet et de chacune des autres Parties au projet, aux termes de tout accord. Dans le cas où une Partie au projet jouirait d'une personnalité juridique distincte de celle de l'Emprunteur/du Bénéficiaire, toute référence faite dans un accord à une obligation de cette Partie devra être considérée comme une obligation de l'Emprunteur/du Bénéficiaire de s'assurer que cette Partie au projet s'acquitte de cette obligation. L'acceptation par une Partie au projet de se voir assigner une obligation aux termes d'un accord n'affecte en rien les responsabilités et obligations de l'Emprunteur/du Bénéficiaire.
- b) L'Emprunteur/le Bénéficiaire prend toutes les mesures nécessaires et appropriées qui sont en son pouvoir pour assister et permettre à l'agent principal du projet et à toute autre Partie au projet concernée de s'acquitter de ses obligations aux termes de l'accord. L'Emprunteur/le Bénéficiaire ne prend aucune mesure et empêche tout tiers de prendre des mesures qui en entraveraient la bonne exécution.

SECTION 7.11. Personnel clé du projet.

L'Emprunteur/le Bénéficiaire ou l'agent principal du projet nomme le directeur du projet et tout le personnel clé du projet selon la procédure précisée dans l'accord ou approuvée par le Fonds. Chacun des membres du personnel clé du projet a les compétences et l'expérience spécifiées dans l'accord ou approuvées par le Fonds. L'Emprunteur/le Bénéficiaire fait en sorte que le personnel clé du projet reste en poste tout au long de la période de mise en œuvre. L'Emprunteur/Bénéficiaire ou l'agent principal du projet assure le personnel clé du projet contre les risques de maladie et d'accident selon de saines pratiques commerciales ou selon les pratiques habituelles en vigueur sur son territoire.

SECTION 7.12. Parties au projet.

Afin que le projet soit exécuté conformément aux dispositions de la section 7.01, toutes les Parties au projet doivent, chaque fois que les circonstances l'exigent:

- a) prendre sans délai toutes les mesures nécessaires et appropriées pour maintenir leur personnalité morale et pour acquérir, maintenir, et renouveler leurs droits, propriétés, pouvoirs, privilèges et concessions;
- b) employer du personnel et des dirigeants compétents et expérimentés;
- c) assurer l'installation, l'entretien et le remplacement du matériel, des équipements et des autres biens; et
- d) s'abstenir de vendre, louer et d'une façon générale disposer des actifs du projet excepté dans le cadre normal de leurs activités ou avec l'accord du Fonds.

SECTION 7.13. Affectation des ressources du projet.

L'Emprunteur/le Bénéficiaire et les Parties au projet s'assurent que les ressources et les bénéfices du projet sont, dans la mesure du possible, répartis parmi les populations cibles à l'aide de méthodes prenant en compte la problématique hommes-femmes.

SECTION 7.14. Protection de l'environnement.

L'Emprunteur/le Bénéficiaire et les Parties au projet prennent toutes les mesures jugées suffisantes pour s'assurer que le projet respecte les facteurs environnementaux et soit en conformité avec la législation nationale ou tout traité international sur l'environnement auquel L'Emprunteur/le Bénéficiaire serait Partie. En particulier, les Parties au projet utilisent en permanence des méthodes de gestion des pesticides appropriées et, à cet effet, elles appliquent les principes du Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et ses avenants, et s'assurent que les pesticides fournis dans le cadre du projet ne comprennent aucun pesticide classé comme extrêmement dangereux (classe Ia) ou très dangereux (classe Ib) selon *The WHO Recommended Classification of Pesticides by Hazard* et ses avenants.

SECTION 7.15. Taux de rétrocession du prêt.

Au cours de la période d'exécution du projet, l'Emprunteur/le Bénéficiaire et le Fonds réexaminent périodiquement le taux d'intérêt applicable aux crédits consentis à la population cible et financés, directement ou indirectement, par le financement. Cet examen est mené dans le but d'atteindre, à terme, et de maintenir des taux d'intérêt positifs. L'Emprunteur/le Bénéficiaire prend toutes les mesures nécessaires, conformes à sa politique et à celle du Fonds, pour atteindre cet objectif. Pour ce faire, l'Emprunteur/le Bénéficiaire et toute Partie au projet doivent notamment, en accordant ces crédits, s'efforcer d'en minimiser les coûts. Pour les besoins de la présente section, l'expression "taux d'intérêt positif" désigne, eu égard à tout crédit accordé par une Partie au projet, un taux d'intérêt qui, en tenant compte de l'inflation, lui permet de recouvrer ses frais et d'assurer sa viabilité.

SECTION 7.16. Achèvement du projet.

L'Emprunteur/le Bénéficiaire s'assure que les Parties au projet achèvent l'exécution du projet à la date d'achèvement du projet. Le Fonds et l'Emprunteur/le Bénéficiaire conviennent de la manière dont il sera disposé des actifs du projet une fois celui-ci achevé.

ARTICLE VIII - RAPPORTS D'EXÉCUTION ET INFORMATIONS

SECTION 8.01. Archives.

L'Emprunteur/le Bénéficiaire s'assure que les Parties au projet établissent et tiennent à jour les dossiers et les documents nécessaires pour rendre compte des opérations entreprises dans la mise en œuvre du projet (y compris, notamment, les copies ou les originaux de toute correspondance, minutes de réunions et tous documents relatifs aux passations des marchés), jusqu'à la date d'achèvement du projet et les conservent pendant au moins les dix (10) années qui suivent.

SECTION 8.02. Suivi de l'exécution du projet.

L'agent principal du projet doit:

- a) établir et tenir un système approprié de gestion des informations, conformément aux prescriptions du *guide pratique du FIDA pour le suivi et l'évaluation des projets*, de façon à suivre le projet sans interruption;
- b) au cours de la période d'exécution du projet, rassembler toutes les données et autres informations utiles (y compris celles demandées par le Fonds) nécessaires pour suivre l'avancement du projet et la réalisation de ses objectifs; et
- c) au cours de la période d'exécution du projet et pendant au moins les dix (10) années qui suivent, conserver convenablement ces informations et les mettre sans délai à la disposition du Fonds et de ses représentants ou agents, à leur demande.

SECTION 8.03. Rapport d'activités et examens à mi-parcours.

- a) L'agent principal du projet, ou une autre Partie désignée dans l'accord, remet au Fonds des rapports d'activité périodiques conformes en la forme et sur le fond aux exigences du Fonds. Ces rapports doivent au minimum aborder i) les progrès quantitatifs et qualitatifs atteints en exécutant le projet et en réalisant ses objectifs, ii) les problèmes rencontrés au cours de la période d'établissement des rapports, iii) les mesures prises ou proposées pour remédier à ces problèmes, et iv) le programme d'activités proposé et les progrès escomptés au cours de la période d'établissement des rapports suivante.
- b) Si l'accord le prévoit, l'agent principal du projet et le Fonds procèdent conjointement à un examen de l'exécution du projet au plus tard à la moitié de la période d'exécution du projet ("l'examen à mi-parcours"), sur la base de termes de mandat établis par l'agent principal du projet et approuvés par le Fonds. Cet examen permet d'apprécier, notamment, la réalisation des objectifs du projet et les difficultés rencontrées, et de recommander les réorientations qui s'avèreraient nécessaires pour atteindre ces objectifs et résoudre les difficultés.
- c) L'Emprunteur/le Bénéficiaire s'assure que les recommandations formulées à l'issue de l'examen à mi-parcours sont mises en œuvre dans le délai indiqué et à la satisfaction du Fonds. Ces recommandations peuvent entraîner la modification de l'accord ou l'annulation du financement.

SECTION 8.04. Rapport d'achèvement.

Aussitôt que possible après la date d'achèvement du projet, mais en aucun cas plus tard que la date de clôture du financement, l'Emprunteur/le Bénéficiaire remet au Fonds un rapport sur l'exécution complète du projet, conforme en la forme et sur le fond à ce que l'accord de financement prévoit ou à ce que le Fonds peut raisonnablement demander. Ce rapport devra au minimum aborder i) les coûts et bénéfices du projet, ii) la réalisation de ses objectifs, iii) l'exécution par l'Emprunteur/le Bénéficiaire, les Parties au projet et le Fonds de leurs obligations respectives aux termes de l'accord, et iv) les leçons tirées de ce qui précède.

SECTION 8.05. Plans et calendriers de travail.

Les Parties au projet remettent au Fonds dès leur établissement, les plans, normes de conception, rapports, documents contractuels, cahiers des charges et calendriers relatifs au projet, et l'informent de toute modification substantielle qui y est apportée par la suite.

SECTION 8.06. Autres rapports et informations sur l'exécution.

Outre les rapports et informations requis par les dispositions précédant cet article:

- a) L'Emprunteur/le Bénéficiaire et les Parties au projet fournissent sans délai au Fonds tout autre rapport et information que le Fonds peut demander sur tout sujet relatif au projet ou à toute Partie au projet.
- b) L'Emprunteur/le Bénéficiaire et les Parties au projet informent sans délai le Fonds de tout ce qui perturbe ou menace de perturber l'exécution du projet ou la réalisation de ses objectifs. En particulier, l'Emprunteur/le Bénéficiaire et les Parties au projet informent sans délai le Fonds de toute allégation de fraude et/ou de corruption en rapport avec l'une quelconque des activités relevant du projet.

ARTICLE IX - RAPPORTS FINANCIERS ET INFORMATIONS FINANCIÈRES

SECTION 9.01. Documents financiers.

Les Parties au projet tiennent des comptes et des livres comptables distincts, conformément à des pratiques comptables appropriées régulièrement appliquées et de nature à refléter les opérations, les ressources et les dépenses relatives au projet. Ces documents sont tenus jusqu'à la date de clôture du financement et conservés pendant au moins les dix (10) années qui suivent.

SECTION 9.02. États financiers.

L'Emprunteur/le Bénéficiaire remet au Fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés des opérations, des ressources et des dépenses relatives au projet, établis conformément aux normes et procédures agréées par le Fonds, dans un délai de quatre (4) mois après la clôture de chaque année fiscale.

SECTION 9.03. Audit des comptes.

L'Emprunteur/le Bénéficiaire doit:

- a) faire vérifier, chaque année fiscale, par un commissaire aux comptes, les comptes relatifs au projet, conformément aux normes de vérification agréées par le Fonds et aux *Directives du Fonds relatives à l'audit des projets (à l'usage des Emprunteurs)*;
- b) remettre au Fonds dans les six (6) mois suivant la fin de l'année fiscale, une copie certifiée conforme du rapport d'audit et lui soumettre la réponse à la lettre de recommandations des commissaires aux comptes dans le mois qui suit sa réception;
- c) si l'Emprunteur/le Bénéficiaire ne fournit pas dans les délais prescrits et sous une forme satisfaisante le rapport d'audit demandé, et que le Fonds considère qu'il est peu probable que l'Emprunteur/le Bénéficiaire satisfasse à cette obligation dans un délai raisonnable, le Fonds peut engager les commissaires aux comptes de son choix pour qu'ils procèdent à la vérification des comptes relatifs au projet. Le Fonds peut financer les frais d'audit en procédant à des retraits sur les comptes du prêt et/ou du don.

SECTION 9.04. Autres rapports financiers et informations financières.

Outre les rapports et informations requis par les dispositions précédentes:

- a) L'Emprunteur/le Bénéficiaire et les Parties au projet fournissent sans délai au Fonds tout autre rapport et information que le Fonds peut demander sur tout sujet financier relatif au financement, au projet ou à une Partie au projet.
- b) L'Emprunteur/le Bénéficiaire et le Garant informent sans délai le Fonds de tout ce qui perturbe ou menace de perturber la gestion du paiement des frais du service du prêt.
- c) L'Emprunteur/le Bénéficiaire remet sans délai au Fonds toutes les informations que le Fonds peut demander sur sa situation économique et financière, y compris la balance des paiements et la dette extérieure.

ARTICLE X - COOPÉRATION

SECTION 10.01. Généralités.

Le Fonds, l'institution coopérante et les Parties au projet coopèrent pleinement afin d'assurer la réalisation des objectifs du projet.

SECTION 10.02. Échanges de vues.

Le Fonds, l'Emprunteur/le Bénéficiaire et l'agent principal du projet peuvent, si nécessaire, à la demande de l'un d'entre eux, échanger leurs vues sur le projet, le financement ou une Partie au projet.

SECTION 10.03. Visites, inspections et renseignements.

L'Emprunteur/le Bénéficiaire et les Parties au projet autorisent les agents et représentants du Fonds à:

- a) visiter et inspecter le projet, les chantiers, les travaux, les installations et les autres biens utilisés aux fins du projet;
- b) examiner les originaux et prendre des copies des données, comptes, dossiers et documents relatifs au prêt, à une Partie au prêt ou au projet; et
- c) se rendre auprès du personnel du projet et de tout membre du personnel d'une Partie au projet, entrer en relation avec eux et prendre des renseignements.

SECTION 10.04. Audit à l'initiative du Fonds.

L'Emprunteur/le Bénéficiaire et les Parties au projet autorisent les auditeurs désignés par le Fonds à vérifier les comptes et livres comptables relatifs au projet. L'Emprunteur/le Bénéficiaire et les Parties au projet coopèrent pleinement à cet audit et accordent aux auditeurs l'ensemble des droits et privilèges dont bénéficient les agents et les représentants du Fonds aux termes de la section 10.03. A l'exception des audits effectués en application de la section 9.03 c), le Fonds supporte le coût desdits audits.

SECTION 10.05. Évaluation du projet.

- a) L'Emprunteur/le Bénéficiaire et chaque Partie au projet facilitent toutes les évaluations et les examens du projet que le Fonds pourrait effectuer au cours de la période d'exécution du projet et des dix (10) années qui suivent.
- b) Le terme "faciliter" utilisé dans la présente section comprend, outre les dispositions concernant les examens et évaluations contenues dans les articles VIII, IX et le présent article X, la fourniture en temps opportun d'un appui logistique qui se traduit par la mise à disposition du personnel des

d'équipements du projets, et par la prise sans délai de mesures que le Fonds pourrait demander en rapport avec ces évaluations et ces examens. Les frais accessoires ne sont pas inclus.

SECTION 10.06. Examen du portefeuille de prêt du pays.

L'État membre concerné par le Projet, autorise les agents et représentants du Fonds, après consultation, à entrer sur son territoire pour, le cas échéant, s'entretenir avec les individus, visiter les chantiers et examiner les données, dossiers et documents que le Fonds pourrait solliciter afin de permettre de mener un examen général de tous les projets ou programmes financés, en tout ou partie, par le Fonds sur son territoire et de tous les financements qui lui sont accordés. L'Emprunteur/ le Bénéficiaire s'assure que les parties concernées coopèrent pleinement à cet examen.

ARTICLE XI - IMPÔTS

SECTION 11.01. Impôts.

- a) Le financement et les paiements au titre des frais de service du prêt sont exonérés de tout impôt, et les paiements au titre des frais de service du prêt sont faits nets de tout impôt.
- b) L'accord est exonéré de taxes sur la signature, la délivrance ou l'enregistrement.
- c) L'utilisation des fonds du financement pour régler des impôts est régie par la politique du Fonds selon laquelle les fonds du financement doivent être utilisés en tenant compte de considérations d'économie et de rentabilité. Par conséquent, si le Fonds détermine que le montant prélevé au titre desdits impôts est excessif, discriminatoire ou bien déraisonnable, il peut, par notification à l'Emprunteur/au Bénéficiaire, réduire le pourcentage des dépenses autorisées financées sur les fonds du financement et prévues dans l'accord de financement.

SECTION 11.02. Remboursement des impôts.

Si le Fonds décide que des montants des fonds du financement ont été utilisés pour payer des impôts que le Fonds considère excessifs, discriminatoires ou bien déraisonnables, il peut solliciter de l'Emprunteur/du Bénéficiaire, par notification écrite, le remboursement sans délai desdits montants. Dès réception du remboursement, le Fonds crédite le compte de prêt et/ou de don du montant correspondant.

ARTICLE XII - MOYENS DE RECOURS DU FONDS

Section 12.01. Suspension à l'initiative du Fonds.

- a) Le Fonds peut suspendre, en tout ou partie, le droit de l'Emprunteur/du Bénéficiaire de solliciter des retraits du compte de prêt et/ou du compte de don, toutes les fois qu'un des faits suivants se produit et perdure:
 - i) L'Emprunteur n'a pas procédé, à son échéance, au paiement d'un montant dû au titre du paiement des frais de service du prêt, que le Garant ou un tiers y ait procédé ou non.
 - ii) L'Emprunteur/le Bénéficiaire n'a pas procédé, à son échéance, au paiement au titre de tout autre accord de financement, accord de garantie, ou autre obligation financière de toute nature, dû par l'Emprunteur/le Bénéficiaire au Fonds, qu'un tiers y ait procédé ou non.
 - iii) Le Garant n'a pas procédé, à son échéance, au paiement d'un montant dû au titre du paiement des frais de service du prêt.
 - iv) Le Garant n'a pas procédé, à son échéance, au paiement dû au titre de tout autre accord de financement ou accord de garantie passé avec le Fonds, ou autre obligation financière de toute nature dû par le Garant au Fonds.

- v) Le Fonds a constaté que les objectifs du projet énoncés dans l'accord n'ont pas été atteints, ou qu'il est peu probable qu'ils le soient dans les délais prévus.
- vi) Le Fonds a constaté la survenance d'un fait rendant improbable l'exécution satisfaisante du projet ou l'incapacité d'une Partie au projet à remplir ses obligations aux termes de l'accord.
- vii) L'Emprunteur/le Bénéficiaire, en sa qualité de membre du Fonds, a été suspendu, a cessé d'être membre ou a notifié au Fonds son intention de se retirer.
- viii) L'Emprunteur/le Bénéficiaire, le Garant ou l'une des Parties au projet a, dans les documents relatifs à l'accord, délivré une attestation ou fait une déclaration inexacte ou fallacieuse sur un point substantiel susceptible d'influencer le Fonds dans sa décision d'octroyer le financement.
- ix) Dans le cas d'un Emprunteur ou d'un Bénéficiaire qui n'est pas membre du Fonds, le Fonds a constaté que sa situation a subi une détérioration sensible.
- x) L'Emprunteur/le Bénéficiaire ou le Garant n'a pas été, d'une façon générale, à même de payer ses dettes aux échéances.
- xi) Une autorité compétente a pris des mesures pour prononcer la dissolution de l'agent principal du projet ou pour en suspendre les activités.
- xii) Une autorité compétente a pris des mesures pour que soit dissoute une quelconque Partie au projet (autre que l'agent principal du projet) ou pour en suspendre les activités, décision que le Fonds considère susceptible d'avoir un effet préjudiciable sensible sur le projet.
- xiii) L'Emprunteur/le Bénéficiaire a failli à son obligation de mettre à la disposition des Parties au projet les fonds, installations, services et autres ressources conformément aux dispositions de la section 7.02 ou 7.03.
- xiv) Le Fonds n'a pas reçu les rapports d'audit ou tout autre document cité à l'article VIII (rapports d'exécution et informations) ou à l'article IX (rapports financiers et informations financières) dans les délais prescrits dans l'accord, ou bien le Fonds ne juge pas le rapport d'audit pleinement satisfaisant, ou encore l'Emprunteur/le Bénéficiaire ou l'une des Parties au projet a de quelque façon manqué aux obligations contenues dans ces articles.
- xv) L'agent principal du projet ou toute autre Partie au projet a failli à l'exécution de l'une de ses obligations contenues dans l'accord de projet.
- xvi) L'Emprunteur/le Bénéficiaire ou l'agent principal du projet a failli à l'exécution de l'une de ses obligations contenues dans l'accord subsidiaire.
- xvii) L'une des Parties au projet (autre que l'agent principal du projet) a failli à l'exécution de l'une de ses obligations contenues dans l'accord subsidiaire. Le Fonds décide que ce manquement a eu ou aura, vraisemblablement, un effet préjudiciable sensible sur le projet.
- xviii) Un accord subsidiaire ou une disposition d'un accord subsidiaire a été transféré, suspendu, amendé, abrogé, a fait l'objet d'une renonciation ou de toute autre modification sans le consentement préalable du Fonds. Le Fonds décide que ces faits ont eu ou auront, vraisemblablement, un effet préjudiciable sensible sur le projet.
- xix) Le Fonds a suspendu, en tout ou Partie, le droit de l'Emprunteur/du Bénéficiaire ou du Garant de solliciter ou d'effectuer des retraits en vertu d'un autre accord conclu avec le Fonds.

- xx) L'Emprunteur/le Bénéficiaire ou l'une des Parties au projet a failli à l'exécution de l'une de ses obligations contenues dans l'accord de financement ou tout autre accord.
- xxi) Le Fonds considère que des fonds du financement ont été utilisés pour financer une dépense autre qu'une dépense autorisée.
- xxii) Le Fonds considère, après consultation avec l'Emprunteur/le Bénéficiaire, que les avantages matériels du projet n'atteignent pas suffisamment la population cible mais bénéficient à des personnes étrangères à cette population, au détriment de cette dernière.
- xxiii) L'Emprunteur/le Bénéficiaire a failli à l'un quelconque des engagements spéciaux prévus dans l'accord et n'a pris aucune disposition pour y remédier dans les trente (30) jours, le Fonds considère que ce manquement a eu, ou risque d'avoir, un effet préjudiciable important sur le projet.
- xxiv) Le Fonds a notifié à l'Emprunteur/au Bénéficiaire que des allégations crédibles d'actes de coercition, de collusion ou de corruption ou de pratiques frauduleuses en relation avec le projet ont été portées à son attention. L'Emprunteur/le Bénéficiaire n'a pris aucune mesure appropriée, en temps utile, pour y remédier à la satisfaction du Fonds.
- xxv) Les marchés n'ont pas été ou ne sont pas passés conformément aux directives pour la passation des marchés en vigueur au Fonds.
- xxvi) La survenance ou la non survenance, selon les cas, de tout événement qui constitue, aux termes de l'accord de financement, une cause additionnelle de suspension.

La suspension ne prend effet qu'après l'envoi par le Fonds d'une notification à l'Emprunteur/au Bénéficiaire et au Garant. La suspension demeure jusqu'à ce que le Fonds notifie à l'Emprunteur/au Bénéficiaire que le droit de l'Emprunteur/du Bénéficiaire de solliciter des retraits a été rétabli en tout ou partie.

b) Si le rapport d'audit visé à la section 9.03 n'a pas été remis au Fonds dans un délai de six (6) mois après la date prévue, le droit de l'Emprunteur/du Bénéficiaire de solliciter des retraits du compte de prêt et/ou du compte de don sera suspendu.

Section 12.02. Annulation à l'initiative du Fonds.

- a) Le Fonds peut annuler, en totalité ou en partie, les montants restants sur le compte du prêt et/ou sur le compte du don, si l'un des faits suivants se produit:
 - i) Le droit de l'Emprunteur/du Bénéficiaire de solliciter des retraits du compte de prêt et/ou de don a été suspendu en vertu de la section 12.01 pour un montant quelconque pendant trente (30) jours consécutifs.
 - ii) Le Fonds considère, après consultation avec l'Emprunteur/le Bénéficiaire, qu'aucun montant du financement ne sera nécessaire pour le financement du projet.
 - iii) Le Fonds considère, après avoir consulté l'Emprunteur/le Bénéficiaire, qu'un représentant du Bénéficiaire ou d'une Partie au projet ont été impliqués dans des actes de coercition, de collusion ou de corruption ou des pratiques frauduleuses touchant des dépenses engagées pour la passation ou l'exécution d'un contrat financé par le financement, et que l'Emprunteur/le Bénéficiaire n'a pas pris à temps les mesures appropriées pour remédier à la situation.
 - iv) Le Fonds considère qu'un montant quelconque du financement a été utilisé pour financer des dépenses autres que des dépenses autorisées et que l'Emprunteur/le Bénéficiaire n'a pas remboursé avec diligence ledit montant après instruction du Fonds.

- v) Le Fonds a reçu du Garant une notification mettant fin à ses obligations en vertu de l'accord de garantie.
- vi) L'examen à mi-parcours a recommandé qu'il soit mis fin au projet.
- vii) La survenance ou la non survenance, selon les cas, de tout événement qui constitue, aux termes de l'accord de financement, une cause additionnelle d'annulation.

L'annulation ne prend effet qu'après l'envoi par le Fonds d'une notification à l'Emprunteur/au Bénéficiaire.

b) Les montants restants sur le compte de prêt et/ou le compte de don sont annulés à la date de clôture du financement à l'exception des éventuels soldes de demandes de retrait reçues avant la date de clôture du financement, et de tout montant faisant l'objet d'un engagement spécial non encore honoré, ce montant étant annulé dès lors que ledit engagement spécial est intégralement acquitté.

Section 12.03. Annulation à l'initiative de l'Emprunteur/du Bénéficiaire.

Après consultation du Fonds et avec l'assentiment du Garant, l'Emprunteur/le Bénéficiaire peut, par voie de notification au Fonds annuler tout montant non retiré du financement, à l'exception des montants faisant l'objet d'un engagement spécial. L'annulation ne prend effet qu'après que le Fonds en a accusé réception.

Section 12.04. Applicabilité de l'annulation et de la suspension.

- a) Aucune suspension ou annulation ne peut porter sur des montants faisant l'objet d'un engagement spécial du Fonds, à moins que l'engagement spécial n'en dispose autrement de façon expresse.
- b) Sauf dispositions contraires du présent article, toutes les dispositions de l'accord de financement demeurent en vigueur et continuent de produire leurs effets nonobstant toute annulation ou suspension.

Section 12.05. Exigibilité anticipée.

Toutes les fois qu'un des faits suivants se produit, le Fonds peut, tant que dure ce fait, déclarer immédiatement exigible et remboursable le montant du principal du prêt non encore remboursé, ainsi que les intérêts et autres frais encourus:

- a) un des faits énoncés aux paragraphes v) à vii) inclus de la section 12.01 est survenu;
- b) le Fonds a déclaré immédiatement exigible et remboursable le montant du principal de tout autre prêt accordé à l'Emprunteur/Bénéficiaire ou au Garant et non encore remboursé;
- c) un des faits énoncés aux paragraphes i) à iv) inclus de la section 12.01 est survenu et persiste pendant une durée de trente (30) jours;
- d) un des faits énoncés aux paragraphes xiii) à xxvi) inclus de la section 12.01 est survenu et persiste pendant une durée de soixante (60) jours après notification par le Fonds à l'Emprunteur/au Bénéficiaire ou au Garant; ou
- e) tout autre fait énoncé dans l'accord de financement aux fins de la présente la section est survenu et persiste pour une durée précisée, le cas échéant, dans l'accord de financement.

Cette déclaration prend effet après l'envoi de la notification à l'Emprunteur/au Bénéficiaire et au Garant, suite à laquelle le principal, les intérêts et les autres frais deviennent immédiatement exigibles et remboursables.

Section 12.06. Autres moyens de recours.

Les moyens de recours du Fonds prévus à cet article ne limitent ou ne préjudicient en rien les autres droits ou recours dont le Fonds dispose par ailleurs.

ARTICLE XIII - ENTRÉE EN VIGUEUR ET RÉSILIATION

SECTION 13.01. Entrée en vigueur.

L'accord ou ses avenants entre en vigueur à la date à laquelle le Fonds et l'Emprunteur/le Bénéficiaire le signent, à moins que l'accord stipule qu'il est soumis à un acte de ratification; en ce cas l'accord entre en vigueur à la date où le Fonds reçoit l'instrument de ratification.

SECTION 13.02. Résiliation avant retrait.

Le Fonds peut mettre fin à l'accord et aux droits et obligations qui en découlent, si:

- a) un des faits entraînant la suspension prévus à la section 12.01 s'est produit avant la date du premier retrait du compte de prêt et/ou du compte de don; ou
- b) l'Emprunteur/le Bénéficiaire, le Garant ou une autre Partie au projet a agi de manière contraire à l'objet et aux fins de tout accord avant la date du premier retrait du compte de prêt et/ou du compte de don.

SECTION 13.03. Résiliation après paiement intégral.

L'accord et toutes les obligations des Parties qui en découlent prennent fin lorsque le montant total du principal du prêt retiré du compte de prêt ainsi que les intérêts et autres frais encourus ont été payés et lorsque l'ensemble des autres obligations des Parties ont été entièrement exécutées, ou lorsque les Parties en conviennent.

ARTICLE XIV - FORCE OBLIGATOIRE ET QUESTIONS RELATIVES

SECTION 14.01. Force obligatoire.

L'accord et les obligations des Parties qui en découlent sont valides et ont force obligatoire conformément à leurs termes, nonobstant toute loi contraire en vigueur sur le territoire de l'Emprunteur/du Bénéficiaire.

SECTION 14.02. Non-exercice d'un droit.

Le retard ou le défaut d'exercice d'un droit, pouvoir ou recours qu'une Partie tient en vertu des dispositions d'un accord ne peut porter atteinte à l'existence de ce droit, pouvoir ou recours ou être interprété comme une renonciation à ce droit, pouvoir ou recours. Aucun acte ou omission de la part d'une des Parties, eu égard à un manquement aux dispositions de l'accord, ne pourrait porter atteinte à ses droits, pouvoirs ou recours si un tel manquement venait à se reproduire.

SECTION 14.03. Cumul des droits et recours.

Les droits et recours dont dispose chaque Partie en vertu d'un accord se cumulent et, sauf dispositions contraires, ne préjudicient en rien aux droits et recours qu'une Partie détiendrait par ailleurs.

SECTION 14.04. Arbitrage.

- a) Les Parties à l'accord s'efforcent de régler par voie amiable tous différends survenus entre elles concernant l'accord.
- b) Si le différend n'est pas réglé par voie amiable, il sera soumis pour règlement à une procédure d'arbitrage. Les Parties à l'arbitrage sont les Parties à l'accord litigieux, à l'exception du Garant qui peut intervenir volontairement dans la procédure ou être appelé dans la cause dans tout différend touchant ses droits et obligations en vertu de l'accord de garantie.
- c) Le Tribunal arbitral se compose d'un arbitre unique nommé par accord entre les Parties ou, à défaut d'accord entre elles dans les trois (3) mois qui suivent la notification de la procédure prévue au paragraphe d) ci-après, par le Président de la cour internationale de justice ou, à défaut par le Secrétaire général des Nations Unies. En cas de démission, de décès ou d'incapacité de l'arbitre, l'arbitre lui succédant aura les mêmes pouvoirs et les mêmes obligations que l'arbitre défaillant.
- d) La procédure d'arbitrage est engagée, aux termes de la présente section, par notification à la ou aux autres parties par la Partie demanderesse. La notification contient un exposé de la nature du litige ou de la réclamation soumise à arbitrage.
- e) La procédure d'arbitrage se déroule en temps et lieu fixés par l'arbitre.
- f) Sous réserve des dispositions de la présente section et à moins que les Parties n'en disposent autrement, l'arbitre tranche toutes les questions relatives à sa compétence et détermine la procédure d'arbitrage.
- g) L'arbitre accorde à toutes les Parties une audition équitable et rend sa sentence par écrit. La sentence peut être rendue par défaut. Un duplicata signé de la sentence est transmis à chaque Partie. Une sentence rendue conformément aux dispositions de la présente section est définitive et lie les Parties. Chaque Partie se soumet et se conforme à la sentence rendue par l'arbitre conformément aux dispositions de la présente section.
- h) Les Parties fixent le montant des honoraires de l'arbitre et de toute autre personne nécessaire à la conduite de la procédure d'arbitrage. À défaut d'accord entre les Parties avant le début de la procédure d'arbitrage, l'arbitre fixe ses honoraires à un montant raisonnable eu égard aux circonstances de la cause. Chaque Partie prend en charge ses propres frais de procédure. Les honoraires de l'arbitre sont partagés équitablement entre le Fonds, d'une part, et les autres Parties, d'autre part. Toute question concernant la répartition entre les Parties des honoraires de l'arbitre et les méthodes de paiement de ces derniers sont tranchées par l'arbitre.
- i) Les dispositions d'arbitrage de la présente section tiennent lieu de procédure pour le règlement de tout autre différend survenant entre les Parties et de toute réclamation formulée par l'une contre l'autre.
- j) Si la sentence n'a pas été exécutée dans les trente (30) jours qui suivent la remise aux Parties des duplicata de la décision, l'une des Parties peut obtenir un jugement ou engager devant tout autre tribunal compétent une procédure tendant à obtenir l'exécution de la sentence à l'encontre de l'autre Partie. Toute Partie peut demander l'exécution du jugement obtenu ou utiliser tout moyen de recours adéquat pour forcer l'autre Partie à exécuter la sentence.
- k) Les formalités de signification de tout avis ou procédures relative soit à une instance introduite en vertu de la présente section, soit, dans la mesure où elle est possible, à une procédure d'exécution d'une sentence rendue conformément aux termes de la présente section, peuvent être faites dans les formes prévues à la section 15.01. Les Parties peuvent renoncer à ce que ces formalités soient effectuées.

ARTICLE XV - DISPOSITIONS DIVERSES

SECTION 15.01. Communications.

Toutes les notifications, requêtes et autres communications délivrées ou faites en vertu de l'accord, le sont par écrit. Sauf dispositions contraires dans l'accord, ces notifications, requêtes et autres communications sont réputées délivrées ou faites lorsqu'elles sont remises en main propre, par lettre, télégramme, câblogramme, télécopie ou courriel à la Partie concernée, à son adresse précisée dans l'accord, ou à toute autre adresse que la Partie concernée a notifiée aux autres Parties.

SECTION 15.02. Langue des rapports.

L'Emprunteur/le Bénéficiaire et les Parties au projet remettent tous les rapports et informations au Fonds dans la langue de rédaction de l'accord ou dans toute autre langue acceptée par les Parties.

SECTION 15.03. Autorité habilitée à agir.

Le représentant ou l'agent désigné comme tel dans l'accord, ou toute autre personne dûment autorisée par écrit par ledit représentant ou agent, peut signer tout document et prendre toute action en rapport avec l'accord au nom de la partie qu'il représente.

SECTION 15.04. Attestation de pouvoir.

Sur demande du Fonds, l'Emprunteur/le Bénéficiaire, le Garant et les Parties au projet doivent fournir au Fonds une attestation de pouvoir de la ou des personnes visées à la section 15.03, ainsi qu'un spécimen certifié de leur signature.

SECTION 15.05. Modifications de l'accord.

Les Parties peuvent, si nécessaire, modifier les modalités et conditions de l'accord (y compris, notamment, les modalités et conditions des présentes Conditions générales qui leur seront appliquées) ou les modalités d'application de l'accord. Tout amendement à un accord entre en vigueur conformément aux dispositions de la section 13.01 ci-dessus, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.

SECTION 15.06. Changement d'entité ou de représentant.

Si l'une des Parties souhaite désigner un successeur à une entité visée dans les documents relatifs au prêt, ou procéder à une nouvelle répartition de ses responsabilités, ou encore modifier ses appellations ou adresses, elle en avise les autres Parties sans délai. Sur acceptation de cette modification par les autres Parties, la nouvelle entité constitue l'entité entièrement responsable de l'exécution des tâches assignées à son prédécesseur en vertu de l'accord.

SECTION 15.07. Signature des documents relatifs au prêt.

La signature d'un accord par une Partie constitue l'expression de son consentement à y être lié, sous la seule réserve de ratification ou d'autorisation exigée par les dispositions d'une loi fondamentale de droit interne, portées à la connaissance des autres Parties par écrit avant la signature.